

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 17 NOVEMBRE
N° 306 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56942
* *

Voir en p. 8
Notre rubrique

«NOUVELLES
DES PAYS
DE L'EST»

LA «SOCIÉTÉ
NATIONALE
DES ACIERIES
DE FRANCE»
PRÉVUE PAR
LE PCF
NATIONALI-
SATION,
RESTRUC-
TURATION,
CHOMAGE

Depuis quelques temps déjà, le PCF proposait d'ajouter quelques nationalisations aux 9 déjà prévues par le Programme Commun, en premier lieu, celle de la sidérurgie. Au-delà des marchandages à venir en 1977 lors de la négociation de ce programme avec le PS (Mitterrand ayant assuré aux patrons que le nombre de nationalisations ne serait dépassé en aucun cas), il faut y voir la volonté ferme des révisionnistes de jeter les bases dès maintenant de leur projet à terme de capitalisme d'Etat.

Pour ce, les députés révisionnistes ont présenté hier à l'Assemblée Nationale une proposition de loi de nationalisation de la sidérurgie, projet qui s'articule autour de l'idée : «La nationalisation, c'est l'efficacité économique». Or, qu'est-ce que cela veut dire, dès maintenant, dans le cadre de l'économie capitaliste ?

La réalité de la sidérurgie française, ce sont les licenciements massifs, (14 000 à 20 000 à venir rapidement, alors que déjà les effectifs globaux sont passés de 190 000 en 1960 à 164 000 en 1975), l'exploitation de plus en plus féroce - assassinats comme encore à Usinor-Dunkerque, il y a 4 jours, accroissement de la productivité, maladies professionnelles, etc...). Le problème du patronat français est de résister à la concurrence exacerbée qui règne sur le marché de l'acier, face à la toute puissance des trusts allemands et à l'invasion des produits japonais à très bas prix essentiellement dus à la surexploitation des ouvriers sidérurgistes japonais). Face à cela, une solution pour les maîtres des forges : restructurer, reconvertir leur appareil productif (principalement vus les tôles fortes), et accroître la productivité (d'où milliers de licenciements et aggravation des conditions de travail).

Suite p. 6

Budget radio-télévision au Parlement

CONSTAT D'ÉCHEC DE LA RÉFORME

Les travailleurs de la radio et de la télévision contre la «réforme».



Les travailleurs de TDF (société de diffusion qui gère le réseau d'émetteurs de la télévision) ont observé hier une grève de 24 heures pour protester contre le système de notation que le pouvoir veut instaurer à la télévision. Ce système c'est un moyen de renforcement de l'autoritarisme direct du gouvernement sur la télé. Pour obtenir une promotion indiciaire, ou même pour conserver leur emploi, les travailleurs de la télévision devront obtenir de bonnes

notes, c'est-à-dire se montrer dociles à toutes les injonctions du pouvoir.

Au même moment le budget de la télévision qui prévoit notamment une augmentation de la redevance Télé (qui doit passer à 162 Frs pour un poste noir et blanc) était voté à l'Assemblée Nationale. C'est cependant à un constat d'échec de la réforme de l'ORTF qu'ont conclu la plupart des orateurs de la

majorité parlementaire, en particulier le député UDR, le Tac, rapporteur de la Commission. Les députés ont déploré «la baisse de qualité des programmes», «l'ennui» qui se dégage des émissions. D'autre part les députés aimeraient voir se mettre en place une «commission de coordination des programmes» qui, sous prétexte d'éviter le double emploi au niveau des émissions («les doublons») leur permettrait d'exercer un contrôle accru.

Brejnev en Yougoslavie L'affrontement avec l'Europe et les USA

«L'URSS reste fidèle à ses efforts et développe ses relations d'amitié fondées sur une égalité totale un respect et une confiance mutuelle et une non ingérence absolue dans les affaires intérieures», a proclamé Brejnev en prétendant réfuter «les absurdes inventions» qui dénoncent la tentative soviétique de s'imposer en Yougoslavie. Quelle égalité y a-t-il quand la Yougoslavie dépend de plus en plus pour l'équilibre de son économie, du commerce avec l'URSS, et que ceci est le fruit d'une politique systématique du Kremlin ?

Suite p. 7

L'AFFAIRE DE LA PRISON D'ARENÇ

DANS UNE INTERVIEW
AU QUOTIDIEN
MAÎTRE DISSLER
DÉNONCE LE BLOCAGE
D'UN DOSSIER

Voir p. 3

UN CONTAINER DE DECHETS RADIO ACTIFS EN MER DU NORD

Un cargo a laissé tomber en mer du Nord un container de produits radioactifs. Il a été demandé aux chalutiers s'ils le retrouvaient, de le remorquer mais, de ne pas le hisser à bord. Quel est le degré de résistance du container, combien de temps restera-t-il étanche dans la mer ? Ce fait est caractéristique de l'incroyable légèreté avec laquelle sont manipulés et transportés les produits ou déchets radioactifs.

LES INDEMNITÉS DE CHOMAGE MISES EN CAUSE PAR BEULLAC

C'est une véritable bordée d'attaques contre les travailleurs que viennent à nouveau de lancer le gouvernement et ses relais. Beullac, Ligot sous ministre de la fonction publique, tour à tour ont fait peser les plus lourdes menaces sur les salaires et les indemnités de chômage. «Le Figaro», la feuille de propagande gouvernementale s'est bien sûr jointe à ce concert pour déplorer la trop forte hausse des salaires au dernier trimestre ! Venant après l'annonce officielle de 20 000 licenciements dans la sidérurgie, ces déclarations marquent bien la gravité de l'austérité que voudrait nous imposer la bourgeoisie.

Au cours de la discussion du budget du Travail à l'Assemblée Nationale, le ministre du chômage, Beullac, s'est illustré à plusieurs reprises. Il a d'abord tenté de minimiser l'ampleur du chômage en citant des chiffres de beaucoup inférieurs à la réalité traduisant une baisse : 935 000 demandeurs d'emploi en octobre, contre 941 000 en septembre. Or, le matin même, les services du ministère de Beullac indiquaient qu'au 31 octobre, 1 025 300 demandes d'emploi étaient enregistrées !

Suite p. 3

Manifestation aujourd'hui des policiers autonomes La gauche et la «majorité» se disputent les flics !

Voir p. 6

L'île de Sein,
un mois après le naufrage
du Bohlen
LEUR COLÈRE
NE VIENT PAS
DE LA MER

Lire en p. 12
le reportage d'Eric BREHAT

INTERVIEW

EQUATEUR : LE REFORMISME SANS FARD

Par Hélène VARJAC

La redistribution des « zones d'influence » pour l'exploitation et le pillage des ressources naturelles a transformé beaucoup de nations opprimées en véritable champ de bataille pour les intérêts impérialistes. En 1941 déjà, la guerre entre le Pérou et l'Equateur, sur une question de frontière, a pour arrière-plan les rivalités entre les intérêts de l'impérialisme anglais et ceux de l'impérialisme américain. A l'issue de cette guerre, les Etats-Unis obtinrent l'invasion, par les troupes péruviennes du territoire oriental de l'Equateur, et la limitation de l'influence anglo-hollandaise, importante sur la côte et l'est du pays. Cette politique d'agression des Etats-Unis, couverte par ses sbires en Equateur, a fait que les réserves pétrolières de l'Equateur restent inexploitées jusqu'en 1972. Les Etats-Unis ont commencé par nier l'existence de ces gisements pour déplacer le capital anglo-hollandais ; puis quand les nécessités du ravitaillement des Etats-Unis se sont faites plus pressantes, et quand les conditions de rentabilité leur ont paru favorables (hausse des prix du marché),

ils ont commencé à l'exploiter. Mais au moment de commencer les exportations, les conditions internes de la société équatorienne ont fait que ce ne furent pas les agents traditionnels de l'impérialisme qui contrôlaient l'appareil d'Etat et qui assurèrent l'exploitation pétrolière : six mois avant le début de l'exportation à grande échelle, la dictature militaire du général Rodriguez Lara s'installe... Aujourd'hui, le peuple équatorien développe la lutte anti-impérialiste pour la récupération des richesses nationales, principalement le pétrole. Il exige que les monopoles étrangers appliquent les tarifs de nationalisation du pétrole sans indemnisation.

Cette avancée de la lutte anti-impérialiste se concrétise et s'exprime à travers le Front Patriotique anti-impérialiste pour la nationalisation du pétrole et des autres ressources naturelles.

2 LES SÉDUCTIONS DU PÉTROLE

INTERVIEW DE PABLO LOPEZ, MILITANT DU FRONT PATRIOTIQUE POUR LA NATIONALISATION DU PÉTROLE ET DES AUTRES RESSOURCES NATURELLES SANS INDEMNISATION

industrielle au pouvoir n'est pas, en apparence un secteur de bourgeoisie nationale ; cependant pourrais-tu préciser ce point et expliquer la position de la bourgeoisie nationale équatorienne face au régime « désarolliste » ?

— Ce secteur de la bourgeoisie industrielle fait partie de la grande bourgeoisie, et même s'il ne maintient pas de liens privilégiés avec l'impérialisme

AVEC LES FORCES POPULAIRES

Cependant, tous les secteurs de la bourgeoisie nationale n'ont pas participé au régime militaire réformiste. Par exemple, dans la Fédération Nationale des Poids Lourds, une lutte dure se mena, avec l'appui des forces populaires contre l'entreprise américaine des Poids Lourds, la CCT (Coordinated Caribbean Transport). Au cours de la

Tout cela à cause de la participation à l'OPEP. Les compagnies pétrolières ont menacé de quitter le pays et de ne pas payer le montant total de la réserve de fonds que constitue la Banque Centrale Equatorienne au titre des exportations. Dans cette campagne de change, l'oligarchie a été le meilleur allié de l'impérialisme. Mais la grande bourgeoisie « désarolliste » n'a pas répondu à ces agressions de l'impérialisme, sinon en paroles, dans la presse vendue du pays, alors qu'en réalité, elle cédait sans résistance.

L'ÉLIMINATION DES ÉLÉMENTS NATIONALISTES

C'est ainsi que Jarrin Ampudia, qui maintenait une position nationaliste face à l'impérialisme, a été exclu du gouvernement en octobre 74, juste au moment où en sa qualité de ministre des ressources naturelles et président de l'OPEP, il avait commencé des consultations auprès de différents pays pour convoquer une assemblée extraordinaire. Il voulait une prise de position commune contre les menaces de l'impérialisme. C'est lui aussi qui avait proposé d'acheter des actions supplémentaires au consortium Texaco-Gulf, ce qui aurait permis à la CEPE (Corporation étatisée du pétrole équatorien) de détenir 51 % du consortium.

Il y a moins d'un mois, la grande bourgeoisie qui dirige le régime militaire a donné un nouveau témoignage de sa politique : elle a destitué le colonel Luis Pineiros, gérant de CEPE, un des quelques éléments nationalistes qui restaient au pouvoir. Il avait dénoncé un trafic d'influences à propos du territoire maritime d'Esmeraldas, dans lequel se trouvaient impliquées de hautes personnalités du régime et l'ambassadeur des Etats Unis en Equateur. Il s'agissait de donner le contrat à la firme américaine Oceanic Contractors sur un devis de 59 millions de dollars, alors que la CEPE avait décidé de donner le marché à la firme française Boyguess Offshore, sur un devis de 43 millions de dollars. Voici ci-joint la lettre envoyée par l'ambassadeur des Etats Unis en Equateur, R.J. Bloomfield au directeur de la CEPE : le 19 juillet 1976.

Cette lettre date de juillet 76. Il y a moins d'un mois, le colonel Pineiros, chef de la CEPE, était destitué. L'ambassade est contente. Voilà qui est clair !

Face à cette politique du gouvernement militaire réformiste et à ses compromissions avec l'impérialisme, les secteurs les plus avancés du peuple équatorien ont engagé la lutte pour la défense des richesses naturelles du pays. Cette lutte s'est concrétisée dans le Front Patriotique pour la Nationalisation du pétrole et des autres ressources naturelles.

L'AFFAIBLISSEMENT DE LA VIEILLE OLIGARCHIE

— QdP : Quelles ont été les incidences sur la politique pétrolière du changement de rapport de force en Equateur, concrètement de l'affaiblissement de la vieille oligarchie ?

— Il ne faut pas oublier que le régime militaire représente en général les intérêts des classes dominantes émergentes, et principalement de la bourgeoisie industrielle allié mineur de l'impérialisme, qui a fondé ses aspirations à l'élargissement de sa base économique sur la captation des rentes pétrolières.

En ce sens, la bourgeoisie « désarolliste » (favorable au développement industriel) mit à profit l'impopularité de la vieille oligarchie ; elle posa le problème d'une renégociation des conditions de l'exploitation pétrolière par les Etats-Unis.

— QdP : En quoi a consisté cette renégociation ?

— D'abord, les compagnies pétrolières ont dû rendre 4 millions d'hectares, qui avaient été concédés par les gouvernements antérieurs de l'oligarchie. D'autre part, la durée des contrats a été abaissée de 40 à 25 ans et l'Etat a augmenté sa participation aux impôts et aux charges de l'exportation.

LA PARTICIPATION DE L'EQUATEUR A L'OPEP

Mais surtout, cette renégociation a abouti à la participation de l'Equateur à l'OPEP, comme membre à part entière afin d'obtenir des avantages dans la négociation. D'autre part, cette nouvelle politique s'est concrétisée aussi par la création de la CEPE (Compagnie d'Etat du Pétrole Equatorien), qui en principe devait acquérir plus de 50 % des actions du consortium Texaco-Gulf, et qui par conséquent devait contrôler la recherche et l'exploitation pétrolières.

Ces différents aspects de la renégociation ont amené des frictions entre le régime militaire réformiste et l'impérialisme américain, qui n'acceptait pas de partager les rentes pétrolières avec quiconque. Cependant, l'impérialisme n'a pas négocié sans atouts ; il a obtenu de monopoliser l'exploitation et l'exportation du pétrole à travers l'un des plus grands consortiums impérialistes, la Texaco-Gulf.

LA BOURGEOISIE NATIONALE ET LA BOURGEOISIE INDUSTRIELLE AU POUVOIR

— QdP : Le secteur de la bourgeoisie



Les masses populaires exigent l'expulsion des entreprises américaines.

lisme comme la grande bourgeoisie commerciale, il n'en est pas moins un allié secondaire. Au contraire, la bourgeoisie nationale est une bourgeoisie intermédiaire, qui subit la concurrence des monopoles étrangers sur le marché intérieur, qui est le champ d'action de cette bourgeoisie moyenne. Elle est représentée par la moyenne bourgeoisie agraire, les transports, les entreprises artisanales, les professions libérales et les cadres techniques. Sa position politique est plus complexe. Certains secteurs de la bourgeoisie nationale ont participé au gouvernement, mais en se mettant toujours à la remorque de la grande bourgeoisie qui impulsait les projets de développement. Des éléments nationalistes ont réussi à obtenir des postes représentatifs dans le gouvernement, en mettant à profit les contradictions des classes dominantes et la lutte des masses contre le régime. Ces secteurs de bourgeoisie nationale ont utilisé l'appareil d'Etat et leur influence politique pour développer leurs bases économiques : contrats dans la construction et l'équipement, facilité de crédit et protection de certaines entreprises moyennes.

lutte, par des grèves et des manifestations, les masses exigèrent l'expulsion de l'entreprise. En réponse, le gouvernement militaire réformiste tira sur la foule et assassina 6 combattants à Santo Domingo de Los Colorados : telle est la politique de la grande bourgeoisie.

— QdP : Peux-tu préciser encore les points de friction entre la bourgeoisie nationale et la politique réformiste du gouvernement ?

FACE AU CHANTAGE AMÉRICAIN

— Ces frictions se sont traduites par des pressions et un chantage de l'impérialisme américain, à partir de l'entrée de l'Equateur dans l'OPEP. Les compagnies pétrolières ont paralysé l'exportation du pétrole brut pendant presque un semestre entier en 1975, pour faire baisser les prix. L'Etat américain est intervenu directement : il a édicté une loi de commerce discriminant l'Equateur et le Venezuela, interdisant l'établissement d'accords préférentiels, menaçant de suspendre les prêts à faible taux d'intérêt octroyés par la Banque Industrielle de Développement (BID) et la banque mondiale.

Maitre Dissler dénonce le blocage
d'un dossier pouvant faire inculper
un préfet de police

Coup de force pour étouffer l'affaire d'Arenc

Arenc. Un hangar du port de Marseille, à la Joliette. Précisément, le hangar A, poste 68. Depuis douze ans, la police y enferme dans la plus totale illégalité des travailleurs immigrés, avant de les expulser. Aller à Arenc, pour un ouvrier immigré, c'est se trouver totalement coupé de l'extérieur, privé de tout moyen de se défendre, livré complètement à la police.

Le 16 avril 75, le scandale éclatait : Mohamed Chérif séquestré huit jours à Arenc et expulsé dans son pays d'origine, porte plainte. «L'affaire d'Arenc» est révélée au grand jour, alors que la police nie l'évidence.

Un autre plainte contre X est déposée par Salah

Berrebouh, le 5 mai 75, par l'intermédiaire de son avocat, maitre Dissler. Un dossier est constitué, et remis au doyen des juges d'instruction, le juge Locques. Courageusement, celui-ci décide de perquisitionner Arenc, puis, le 2 juillet 76 de transmettre le dossier au procureur de la République, dans le but d'inculper le préfet de police Somveille et l'officier de police Morel !

Après avoir demandé, lors de l'affaire de l'entente des pétroliers, à inculper plusieurs PDG ! Trop, c'est trop, ont du penser Lecanuet, puis Guichard, ministres de la justice : le dossier brûlant d'Arenc n'a jamais été transmis par le parquet. (1) Maitre Dissler révèle au Quotidien du Peuple la façon sans précédent dont le parquet s'y est pris pour tenter d'étouffer cette affaire.

Pendant trois mois le parquet d'Aix en Provence a bloqué le dossier en demandant au juge Locques d'utiliser la «requête de procédure d'urgence» pour... prononcer un non lieu ! Comme s'il n'y avait rien dans le dossier ! Précisons qu'entre temps, Somveille a été nommé préfet de police à Paris.

«Le juge d'instruction n'avait que deux solutions, explique maitre Dissler, se plier aux injonctions du Parquet, se courber honteusement, ou déclarer son incompétence, en maintenant ainsi l'existence de charges. C'est la deuxième solution que

Locques a choisie. Il a refusé d'être un juge aux ordres ! Le Parquet se trouve alors très embarrassé, c'est pourquoi il a du faire appel contre l'ordonnance de Locques qui accuse Morel et le préfet délégué à la police, pour essayer d'obtenir un non-lieu de la Chambre d'accusation d'Aix afin d'étouffer l'affaire. Le Parquet est dans l'illégalité totale. Il n'avait pas à donner d'appréciation sur cette affaire ni à refuser de jouer le rôle de transmission qui lui est dévolu par la loi. Il y a conflit indiscutable entre la juridiction d'instruction et le Parquet quant à la mise en application d'un

texte clair dont le sens ne peut être détourné ; il s'agit de l'article 687 du CPP).

«A ma connaissance, c'est la première fois qu'une affaire comme celle-ci éclate. Jusqu'ici les magistrats préféraient plier. C'est l'arbitraire le plus complet. Nous sommes dans une situation juridique exceptionnelle et hautement significative ! L'affaire est de l'avis des magistrats, aussi importante que celle des pétroliers. «Pour les pétroliers le dossier a été transmis parce qu'il y a eu scandale. Cette nouvelle affaire doit donc éclater avec le maximum

de retentissement si l'on ne veut pas que la chambre d'accusation prononce un non-lieu alors que des dizaines de séquestrations arbitraires se perpétuent à Arenc».

«Il s'agit donc de construire un rapport de force ?»

«Exactement», conclut l'avocat.

Tous ceux qui veulent empêcher que le scandale de la prison clandestine d'Arenc ne soit pas enterré par un non-lieu sont appelés à participer à la réunion qui se tiendra mercredi 17 novembre à 20 h 30 à la librairie Lire à Marseille.

Les indemnités de chômage mises en cause par Beullac

Même par rapport à ses propres services, Beullac triche, alors qu'il parle «d'améliorer le dispositif de connaissance de l'emploi», il s'agit en fait du dispositif de camouflage du chômage. Mais, pour Beullac, le chômage n'existe pas vraiment, il parle non de chômeurs mais de demandeurs d'emploi, quant aux femmes, dit-il, elles sont mieux à la maison ; enfin, trouvant le terme de chômage grossier, notre élégant ministre préfère dire qu'il existera toujours une marge d'inéquation entre l'offre et la demande d'emploi. Traduisez : il y aura toujours du chômage. Partant de ce principe et de la certitude que le chômage va considérablement augmenter au cours des mois qui viennent, Beullac a réitéré les vieilles menaces de Chirac et de Durafour contre l'indemnisation des chômeurs, demandant «un réexamen complet des règles d'indemnisation de l'aide au chômage», plus précisément, ce sont les accords signés qui sont remis en cause, en particulier les 90%. Pour Beullac, en effet, la politique contractuelle en matière d'indemnisation du chômage «n'est pas trahie si on évoque le problème de certains

automatismes d'indemnisation. C'est l'automatisme qui est la négation de la concertation véritable». Il s'agit ni plus ni moins de l'annonce d'une révision des accords d'indemnisation dans le but d'exclure une partie des chômeurs du bénéfice des indemnisations.

Présentant le budget de la Fonction Publique, l'obscur Ligot, dont la première déclaration publique après sa nomination fut pour menacer les fonctionnaires qui ont des positions politiques opposées à celles du gouvernement, a réaffirmé la couleur en matière de politique contractuelle. Il a confirmé que les salaires des fonctionnaires devraient tenir compte «des exigences du programme de lutte contre l'inflation qui a une priorité absolue.»

Reprenant ces menaces, «Le Figaro» fait un pas de plus sur commande, en s'indignant des augmentations de salaires selon lui accordées : 3,5 à 4%, au cours du trimestre d'été. Les chiffres correspondent aux salaires horaires, non aux revenus mensuels, ils sont donc faux. Mais c'est un prétexte pour appeler à la police des salaires.

Après les législatives partielles

Querelles dans la «majorité»

Parlant de l'élection de Chirac, dimanche dernier, Poniatowski, ministre Républicain Indépendant de l'Intérieur, a déclaré : «Je ne crois pas qu'en Corrèze ce soit l'idée d'un rassemblement qui ait joué sur les électeurs. M. Chirac a fait une campagne... qui a été une campagne corrézienne, il l'a souligné lui-même, et non une campagne nationale». Cherchant ainsi à minimiser la portée politique du succès de Chirac, il préparait le terrain à la formation d'un nouveau «rassemblement», concurrent de celui de l'UDR, et qu'il a annoncé comme devant s'effectuer «autour de «Démocratie Française» et «entre autres, autour de M. Barre».

Depuis l'annonce des projets chiraquiens, ce projet est en discussion parmi les proches de Giscard. Cependant, il pourrait être bien difficile à mettre en place : chez les

Républicains Indépendants eux-mêmes, des divisions existaient ; du côté des centristes de Lecanuet, des réticences sont importantes. Et, parmi les ministres de la «majorité présidentielle» non engagés dans un parti, on remarque que les télégrammes de félicitations précipitamment adressés à Chirac par Simone Veil et Barre.

Ainsi, la question d'un Giscard en minorité dans sa propre «Majorité présidentielle» n'a toujours pas reçu de réponse. Dans la course de vitesse engagée par Chirac, et accélérée par les résultats des dernières élections, les giscardiens, malgré les déclarations de Poniatowski, se trouvent partis avec un retard qu'ils ne sont pas sûrs de rattraper. Devant les choix imposés à la bourgeoisie par le développement des contradictions de classe, celle-ci hésite et se divise.

PROBLEMES DU MARXISME - LENINISME 14

1 - A PROPOS DE L'OC-GOP ET DE RÉVOLUTION

Pour les marxistes-léninistes de notre pays, apprécier correctement la situation internationale est une question particulièrement importante, parce qu'elle a des incidences directes sur le processus révolutionnaire en France. Cette affirmation, vraie depuis les débuts de l'impérialisme qui ont lié intimement les différents pays du monde entre eux, prend un relief particulier dans la situation mondiale aujourd'hui : à l'époque où les facteurs de guerre et de révolution se développent simultanément et de manière dialectique, plus que jamais le développement des facteurs de révolution dans notre pays doivent être réfléchis et analysés dans leur lien avec la situation mondiale.

Aussi est-il particulièrement intéressant de questionner la future organisation fusionnée issue de l'OC-GOP et de Révolution !, sur l'appréciation qu'elle va porter sur la situation mondiale, et en particulier sur l'analyse qu'elle fait de la rivalité des deux superpuissances. Une première constatation : Révolution !, dans les thèses issues de son congrès de 75 (et qui constituent le document de référence le plus complet sur ses positions internationales que nous possédons), refuse de parler du «social impérialisme soviétique» et décrit cette superpuissance sous un jour singulièrement affaibli qui laisse augurer sans peine, quelle est pour Révolution ! La superpuissance la plus dangereuse. Ainsi apprend-on entre autres que «la montée relative de l'expansionnisme soviétique reste chaotique et fragile», que «mettant à profit la crise de l'impérialisme, l'expansionnisme soviétique déploie ses prétentions alors que sa montée est d'ores et déjà ruinée par la crise qui affecte son mode spécifique de domination», en guise de conclusion de tout un chapitre qui fait la liste des difficultés que rencontre le social-impérialisme soviétique, pour étendre sa sphère d'influence, et à l'intérieur sa sphère d'influence elle-même.

Il ne s'agit pas évidemment ici de contester les résistances que les peuples opposent à la volonté de la domination soviétique. Les résistances farouches des peuples polonais et tchécoslovaque, au diktat soviétique, direct ou par vassal interposé, est là pour le rappeler. Ce qui s'est passé au Bangladesh, ou en Egypte indique aussi que ce n'est pas impunément que le social impérialisme étend ses tentacules, et que des positions qui pouvaient paraître acquises sont effectivement remises en cause.

Mais quand on examine la question de la rivalité des deux superpuissances, on ne peut réduire cela à la liste des difficultés réelles, et croissantes que rencontrent chacune de ces deux superpuissances dans leur sphère d'influence respective. Au contraire, il est nécessaire, en examinant les choses dans leur développement, d'analyser dans le détail ce qui fait la force relative et la faiblesse de chacune de ces deux superpuissances l'une par rapport à l'autre. Mais cette question pourtant décisive si on veut traiter concrètement de cette rivalité des deux superpuissances, Révolution ! ne s'y intéresse guère ! Au contraire même, quand il en traite, c'est pour minimiser certains atouts dont dispose le social-impérialisme soviétique, et qu'il faut prendre particulièrement au sérieux. Par exemple, chaque fois qu'est cité les structures particulières que constitue le capitalisme d'Etat qui sévit en URSS, c'est pour mentionner les difficultés supplémentaires que cette structure est censée créer à «l'expansionnisme soviétique» ; ainsi apprend-on : «elle (la classe dominante soviétique) est tributaire des formes spécifiques du capitalisme d'Etat qui lui rendent impossibles, au moins dans un premier temps de fonder sa lutte principalement sur l'exportation des capitaux». Ce qui est remis en cause dans cette formulation c'est tout bonnement le fait que le social-impérialisme soviétique se livre effectivement à l'exportation de capitaux. Répondons tout de suite sur ce dernier point que par la mise sur pied de sociétés mixtes, par leur politique de «prêt» qui sont remboursés et au-delà, intérêts compris, par le rapatriement de la production les capitalistes soviétiques n'ont rien à envier aux capitalistes occidentaux : en Europe de l'Est, en Inde, en Afrique même aujourd'hui, ces pratiques sont généralisées par le social-impérialisme soviétique.

Mais surtout, présenter les choses de cette manière-là, c'est passer sous silence un aspect particulier du capitalisme d'Etat soviétique, qui est la capacité extrêmement poussée de l'URSS d'utiliser une partie spectaculaire de son potentiel économique, pour développer son potentiel de guerre et forger un outil agressif sans précédent. Ce sont précisément ces structures capitalistes d'Etat qui permettent qu'un tel potentiel économique soit concentré sur ces productions militaires d'aujourd'hui : 60% des entreprises soviétiques travaillent directement ou indirectement sur les projets militaires, et 20% du Produit National Brut soviétique est consacré à des objectifs militaires. Voilà des moyens dès aujourd'hui consacrés par les nouveaux tsars à la préparation de la guerre, et qu'il faut comparer, quand on veut traiter de la rivalité USA-URSS, aux moyens mis en œuvre actuellement par les USA. Mais de cet aspect du capitalisme d'Etat soviétique, Révolution ! n'en traite pas dans ses thèses.

(à suivre)

LUTTES OUVRIÈRES

MARSEILLE : PREMIERE VICTOIRE
AU THE DE L'ELEPHANT

Après deux semaines de grève, les deux cents travailleurs et travailleuses ont obtenu une augmentation de 90 à 160 francs, applicable au 1^{er} novembre. Cette victoire est un premier pas vers les 1 800 francs mini revendiqués. Certains ne gagnaient pas 1 400 francs par mois avant cette lutte. Le renforcement de la section syndicale CGT et surtout, la volonté de lutte des grévistes sont un acquis pour l'amélioration rapide des conditions de travail et l'augmentation des salaires.

L'unité des travailleurs s'est beaucoup consolidée au cours de ces deux semaines, créant un esprit nouveau que l'un d'eux exprimait ainsi : «maintenant, si la direction veut vider un nouvel embauché sous un prétexte quelconque, ce n'est plus une personne isolée qui réagira comme ça se faisait avant, c'est tous ensemble que nous réagirons».

COLLUSION
CFT-CITROEN-JACQUES BOREL

Les nervis de la CFT viennent de se distinguer une fois de plus. C'est à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-bois que cette fois, ils ont choisi d'intervenir en agressant, en toute impunité, des militants CGT qui distribuaient des tracts à la porte de l'usine, pour protester contre la nourriture avariée servie à la cantine par Borel.

La vermine fasciste opère en toute quiétude dans les grands bagnes comme Citroën ou Simca. Dans ce cas précis, c'est à Borel qu'elle apportait ses services.

QUAND LES PATRONS AGRESSENT
DES GREVISTES

A Valenton, dans le Val-de-Marne, les travailleurs de l'entreprise Dumex-Valenton-Pompadour sont en grève depuis le 25 octobre.

Ne parvenant pas à casser le mouvement, trois PDG ont agressé un ouvrier M. Roméo. Le front ouvert, celui-ci a dû être conduit à l'hôpital de Villeneuve St Georges. Inutile de dire qu'au cas où cet ouvrier aurait l'idée de porter plainte, les choses vont être compliquées, que la procédure va trainer. Dans ces cas-là, la procédure de flagrants délits, ça ne marche pas !

CHEZ PROUVOST-MAUREL,
LES METHODES POLICIERES

Les patrons de Prouvost-Masurel tentent de mettre en fiche le maximum de renseignements sur les ouvrières qu'ils exploitent à «La Lainière» de Cambrai.

A cette fin, et sous le fallacieux prétexte de «s'inquiéter de la santé des ouvrières», ils ont distribué des questionnaires dans lesquels figurent par exemple des questions du genre : «Si vous pouviez choisir en rêve trois métiers idéaux et qui n'existent pas forcément dans l'entreprise ou dans la région, lesquels choisiriez-vous ?» ou bien : «Préfereriez-vous avoir une augmentation de revenu en travaillant plus d'heures, avoir une diminution de revenu en travaillant moins d'heures ?».

Prouvost-Masurel préparerait une restructuration dans ses usines que l'on n'en serait pas autrement étonné. En tout cas, les travailleuses se sont opposées à ces pratiques, qui tendent d'ailleurs à se généraliser.

Pour compléter ce petit questionnaire, il était demandé : «êtes-vous syndiquée ?» Comme ça, tout sera prêt (c'est du moins ce qu'espèrent les patrons de Prouvost-Masurel) lorsqu'il s'agira, éventuellement, de licencier. On saura par qui commencer !

BASSIN DE LONGWY :
LES MAIRES DE VINGT COMMUNES
ONT DECIDE LA GREVE

Le projet de la bourgeoisie de faire du Bassin de Longwy un désert se heurte à une indignation populaire de plus en plus ample. Outre la menace des 3 000 licenciements aux Haux-Fourneaux de la Chiers, s'ajoutent les difficultés des petites usines de faïencerie...

C'est la colère croissante des travailleurs du bassin qui a amené les maires de vingt communes du bassin à décider la grève administrative du 20 au 30 novembre. D'autre part, les maires n'ont pas rejeté l'idée d'appeler et de participer à la grève générale envisagée par toutes les organisations syndicales pour le 15 décembre !

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A L'USINE CFEM DE FOS

les interrogations
des travailleurs
préparent l'offensive ouvrière

Lundi, à 12 h 30, les travailleurs ont débrayé, espérant que l'Assemblée Générale permettrait d'avancer dans l'unité pour la lutte. Pourtant, c'est une assemblée peu vivante qui eu lieu, les travailleurs attendaient autre chose. Unir politiquement, sur quels objectifs ?

Après un bref rappel, de ce qui avait été dit mercredi, (proposition de la journée nationale du 18, et d'une réunion du conseil syndical non réuni depuis plusieurs mois), malgré les propositions d'unifier autour de nous sur la question du chômage, les travailleurs des villes avoisinantes ainsi que les monteuses-soudeuses pour qu'ils arrêtent de souder et reprennent leur travail de montage, l'unité n'a pu se faire. Beaucoup, à la fin, sont revenus déçus. Aussi, les militants du parti, sont allés durant leur travail, discuter avec leurs camarades.

Les réflexions des travailleurs seront nombreuses : «T'as vu le résultat des

élections partielles ? On sait bien que Giscard avait préparé son coup, qu'il avait choisi certaines circonscriptions, mais quand même ! Chirac deux ans au pouvoir ça ne leur a pas suffi». Si le pessimisme s'est emparé momentanément des travailleurs, c'est parce qu'ils ont le sentiment de s'être fait avoir. Voilà 20 ans que le PCF propose aux travailleurs la voie réformiste avec le PS jusqu'au programme commun, mais aujourd'hui, c'est la bourgeoisie en place avec le PS qui retire les fruits de cette politique. Le programme commun, c'est l'impasse qui ramène à la soumission. Mettre en échec le plan Barre, c'est aussi rejeter l'alternative du programme

commun. L'offensive ouvrière, c'est aussi ne pas attendre les échéances électorales de 1978.

Aussi la cellule a déjà diffusé 15 numéros de «Front Rouge» sur l'offensive ouvrière. «De toute façon, si la direction veut fermer, qu'est-ce qu'on y peut de plus ? C'est plutôt du chômage technique qui se prépare. De plus, avec les 90% en cas de licenciement, on peut attendre». «Le plan Barre, ce n'est pas un plan de sauvetage de l'économie française, mais bien le plan de sauvetage des patrons. La bourgeoisie organise la récession sur notre dos. Pas pour nous, mais bien pour elle». Mercredi, c'était une révolte spontanée, mais quand les révisionnistes ont affirmé leur point de vue, les questions appaurent.

La cellule invite les travailleurs à se battre au sein des structures syndicales

pour y faire triompher le point de vue de l'offensive ouvrière, des coordinations.

Mardi, au conseil syndical, malgré une faible mobilisation des travailleurs, l'idée de mener l'offensive a avancé. Dès jeudi, notre section CGT appelle les travailleurs monteuses-soudeuses à s'opposer, en refusant de souder, à la politique de compétitivité entre la CFEM et les autres usines, tel SO-TRACOMET, qui a été rachetée par Sacilor et en prend toutes les commandes à bas prix. Sacilor ne contrôle pas la CFEM : Usinor est un des premiers actionnaires.

Sept ou huit énerchistes, (les travailleurs qui font la soudure automatique) vont toucher des primes pour soldant «les récompenser». Halte aux primes de rendement pour accélérer la sortie des pièces et la liquidation !
Cellule CFEM du PCRml

Devallières (Nantes)

LES HABITANTS PRENNENT
EN MAIN LA TROISIÈME
VENTE DE LÉGUMES

Fin octobre, à la précédente vente, les habitants avaient affirmé leur volonté de voir continuer les ventes de légumes organisées par le collectif d'animation et une équipe de paysans-travailleurs... et même de les continuer eux-mêmes.

Aux tracasseries d'un flic, dépêché là, paraît-il à la demande des commerçants du quartier, ils avaient tenu tête.

«Si votre femme habitait le quartier vous croyez qu'elle achèterait ses légumes où ce matin ?»

Réponse évidente du flic, mais contradictoire avec sa présence face à une foule populaire.

Des idées avaient fusé : «On devrait faire la vente à la Maison de Jeunes ; en 68 c'était là qu'on allait chercher la bouffe», nous raconte une femme qui habite ici depuis seize ans.

«On devrait déposer les légumes, planquer le camion et prendre la vente en main nous-mêmes ; les flics ne pourraient pas s'en prendre aux paysans : c'est quand même nous qui habitons ici... j'ai bien deux heures le samedi matin pour faire ça !».

ON PRÉPARE LA SUITE

On prit rendez-vous pour faire calmement le bilan des deux premières ventes et puis voir si on allait continuer et comment. (...)

Nous y avons appris plein de choses sur les circuits de distribution, les intermédiaires et le trajet d'un kilo de mâche, payé 1,20 F à la campagne et acheté 6 F en ville. Ce qui était clair et

indiscutable : les gens du quartier affirmaient : «Nous allons continuer».

OU ? QUAND ?
COMMENT ?

Nous avons décidé de nous revoir pour faire des affiches sur les circuits de distribution. Mais des bruits commencent à nous arriver : les commerçants (Unico et Radar du centre commercial) ne nous laisseraient pas

déposer la marchandise. «Ce n'est pas après eux qu'on en a, mais contre le système d'intermédiaires...» (...)

UN PETIT MARCHÉ SOUS
UNE PLUIE BATTANTE

Le samedi matin, la vente fut prise en mains sans problème par les gens du quartier descendus de leurs étages dès qu'ils virent la camionnette arriver, avant l'heure fixée.

Le marché fut installé en un clin d'œil ; seul problème : faire les additions de tête parce que la pluie battante empêchait d'écrire sur les papiers trempés.

A la fin, nous entendons une femme qui crie contre nous depuis sa fenêtre : «Vous n'avez pas le droit, vous n'avez pas payé de droit de place».

Nous l'encourageons à venir discuter avec nous, elle descend.

«Vous n'avez pas payé de droit de place» (cette question n'avait pas tourmenté jusque là les 300 personnes qui avaient fait leur provision de légumes).

«Ah oui, ça vous dérange que l'Etat ait à peu près 5 F de moins dans ses caisses ? Vous ne trouvez pas qu'on

en paie assez ? ... vous êtes percepteur ?»

«Mon mari vend des légumes au marché».

Grand discours sur son boulot ; elle, elle gagne 3 370 F aux PTT... les femmes des Devallières sont des feignantes... (on croit rêver) oui, des feignantes qui préfèrent rester au lit jusqu'à 9 H !

Des femmes lui disent que d'autres aux Devallières le voudraient bien et même du boulot tout simplement.

«Je donnerais bien ma place pour aller à la retraite mais je n'en trouverais pas pour prendre ma place, elles préfèrent rester au lit jusqu'à 9 H du matin».

LA DISCUSSION EST
TRÈS ANIMÉE

Un couple, dont on sait d'autre part qu'ils sont sympathisants du PC, a l'air consterné et distant. Cette femme en effet est au PC !

Nous nous séparons en parlant d'une prochaine fois. Les habitants de Devallières donnent leur conclusion : «Les commerçants n'ont rien fait parce que c'est nous, leurs plus anciens clients qui feront l'état».

Extraits APL-Ouest

LUTTES OUVRIÈRES

CMP DUNKERQUE : LA «JUSTICE» AUX COTES DU PATRON POUR LICENCIER UN DELEGUE CGT

Suite à la grève victorieuse des soudeurs de la CMP Dunkerque, le patron a envoyé toutes les commandes en cours ou à faire, à l'autre usine de Mardyck où travaillent 80 % d'intérimaires.

Donc il y a pour les travailleurs de Dunkerque, chômage technique et perte de salaire de 2 h 30 par semaine.

De plus, la direction veut éliminer un délégué CGT combatif qui, depuis dix jours, est jugé «inapte au travail», un travail spécialisé de radiographie des soudures. A partir d'une seule prise de sang, à cause de la radio-activité, ils l'ont jugé

inapte. Le patron a voulu l'envoyer travailler à l'autre usine de Mardyck ou alors lui donner une autre formation de soudeur-machine. Mais le patron venait de refuser pour ce même poste de soudeur-machine un jeune travailleur qui revenait du service militaire.

Devant le refus du délégué, le patron estime qu'il y a rupture du contrat de travail et non pas licenciement, c'est à dire perte de l'indemnité de licenciement; le patron évite la procédure légale pour licenciement d'un délégué (qui doit être accepté par le CE et l'inspection du travail). La CGT a présenté l'affaire au tribunal des

référés pour la réintégration, mais le tribunal, à la demande de la direction, se déclare incompétent malgré de nombreuses preuves en faveur du délégué, et entre autre des contre-prises de sang.

L'inspection du travail se déclare contre ce licenciement abusif et demande la procédure normale de licenciement d'un délégué.

Encore une fois la justice de classe s'est prononcée, le patron de la CMP écoute bien les conseils de Barre: obligé de céder par le rapport de force des ouvriers, il frappe par derrière.

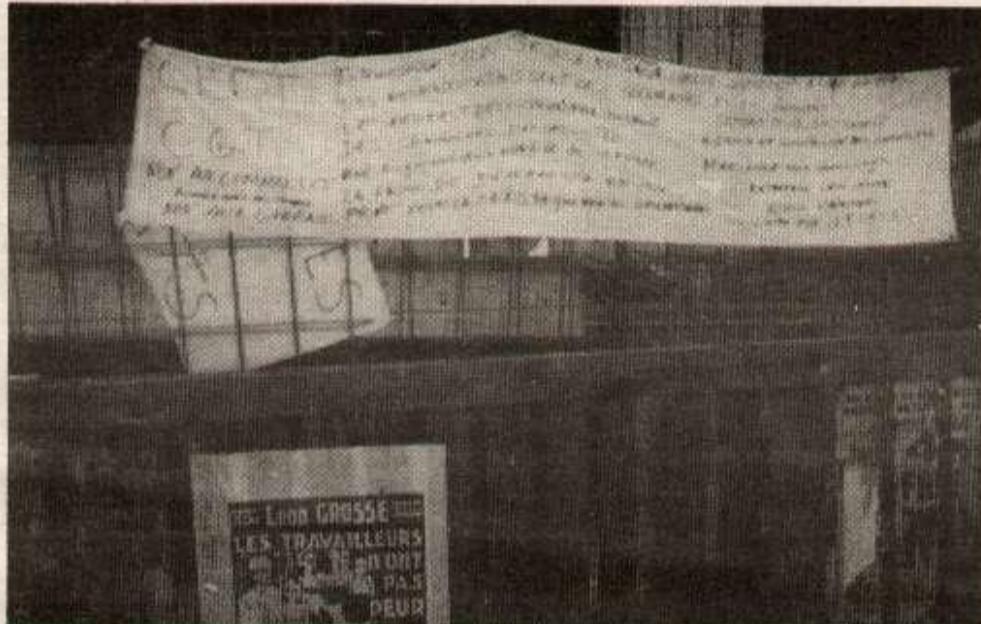
Des ouvriers de la CMP.

LYON : LES TRAVAILLEURS DE LEON GROSSE ONT BESOIN D'UN SOUTIEN MASSIF ET URGENT !

Les travailleurs de Léon-Grosse ont besoin d'un soutien urgent et massif. Les travailleurs de Léon-Grosse sont dans leur quatrième semaine de grève avec occupation des chantiers de la région lyonnaise.

Derrière Léon-Grosse, il y a une grande menace contre tous les travailleurs: l'application du plan Barre. Au-delà des inquiétantes menaces de Léon-Grosse «Je suis prêt, dit-il, à payer des milliards pour la milice,

c'est un devoir d'apporter une aide urgente et massive aux travailleurs de Léon-Grosse. Soutenir résolument et unitairement cette lutte, c'est aujourd'hui, sur Lyon, un moyen de rassembler des forces pour amplifier cet-



Face aux travailleurs en majorité immigrés, un patron d'extrême-droite: il mobilise des milices armées et des chiens contre les travailleurs. Il refuse la médiation de l'inspection du travail. Il assigne au tribunal 48 grévistes (l'ordre de lever les piquets de grève est signifié nominalement à une trentaine de grévistes). Il entame une procédure de licenciement contre 49 grévistes. Il refuse toute négociation et est prêt à perdre des millions pour ne pas satisfaire aux justes revendications des travailleurs.

mais pour vous zéro», il y a l'ombre d'un danger encore plus grand qui menace l'ensemble des travailleurs. Barre disait: «je ferai respecter l'ordre de la république». Voilà dans l'ordre de la République, l'ordre des patrons pour empêcher toute lutte par la répression sauvage, le licenciement des délégués et la suppression du droit de grève.

Pour les militants ouvriers, pour tous les travailleurs, pour tous les progressistes de Lyon,

te lutte et la coordonner contre le plan Barre.

Il s'agit dans l'immédiat de renforcer les piquets de grève sur les chantiers. Hier, un meeting était organisé devant le chantier de la Part-Dieu. De nombreux travailleurs ont déjà participé au soutien par la participation aux piquets, aux collectes, par l'envoi de messages de soutien: Tep-paz, Chèques Postaux, Tri PTT, EDF, Nouvelles Galeries, Delle, Thinet, SNAV, Berliet...

Corr. Lyon

SODIP : les délégués syndicaux proposent la reprise du travail

LES TRAVAILLEURS INDIGNES, REPOUSSENT CETTE PROPOSITION

Le meeting d'information d'hier a commencé par la présentation du résultat des négociations par le délégué CFDT Astier au nom des 3 organisations CFDT-FQ-CGT. Sur les salaires, il n'est obtenu qu'une avance sur le maintien du pouvoir d'achat (2% au 1^{er} novembre 76 et 2% au 1^{er} janvier 77). Sur la prime supplémentaire (il était demandé 600 F en fin d'année) la direction est d'accord pour 150 F au 1^{er} février 77 et 50 F au 1^{er} septembre 77. D'autres négociations sur la prime auraient lieu en octobre 77.

Des «Oh !» d'indignation fusent: «Rien cette année, 200 F l'année prochaine! C'est à peine un pourboire». Puis toute une série d'accords très secondaires, par exemple deux jours de congé pour 20 ans d'ancienneté ce qui concerne au maximum 10 personnes sur 850, etc...

Puis, au nom de la CFDT, Astier donne sa position: reprendre le travail demain, il faut faire preuve de «réalisme», de «responsabilité», car, suite à une campagne d'intoxication des organisations de la direction, 200 personnes auraient signé un papier demandant de travailler (sur 850), car il est clair que la direction n'évoluera pas sur sa position, il ne

faut pas avoir de «comportement utopique ou gauchiste!» Le représentant de FO intervient dans le même sens puis celui de la CGT, mais alors les choses se gâtent, les ouvriers et ouvrières n'y tiennent plus, et les protestations commencent. Révoltés: «C'est maigre, on n'est pas en grève depuis 15 jours pour cela, c'est dégueulasse» et parfois ironiques: «On aura peut-être une dinde à Noël».

Le délégué CGT est obligé d'interrompre son intervention devant ce qui est dit autour de lui mais, à aucun moment, le micro ne se sera proposé aux ouvriers. Seuls ont droit au micro les trois représentants syndicaux. Et pourtant, beaucoup avaient des choses à dire. Astier vient au secours du gars de la CGT. Ils expliquent aux travailleurs «pourquoi il n'est pas possible de faire mieux» et «qu'il vaut mieux reprendre dans l'unité». Un grand appel est fait aux cadres, agents de maîtrise, etc... pour «qu'ils comprennent enfin qu'ils font partie de la classe ouvrière», ce qui n'est pas l'avis des travailleurs présents et pour «continuer la lutte sous d'autres formes».

Un vote à main levée a ensuite eu lieu: «Qui est pour la reprise du travail?» Trois ou quatre mains se lèvent sur les quelques 200 personnes présentes. «Alors, répondent les délégués, nous allons organiser un vote à bulletin secret demain, équipe par équipe et on donnera le résultat demain après le vote de l'équipe de 14 h». Cette idée du vote à bulletins secrets a révolté de nombreux travailleurs. Plusieurs ont affirmé qu'ils ne voteront pas!

● NEIMAN (NEVERS) : GRÈVE VICTORIEUSE : Les 500 travailleurs de l'usine des Antivols Neiman à Nevers viennent de remporter un beau succès revendicatif: après six jours de grève, ils ont obtenu 9,7% d'augmentation des bas salaires, une prime de vie chère de cent francs, réduction de deux heures de l'horaire de travail hebdomadaire. Cela a donné des idées aux travailleurs nivernais, notamment chez Kléber-Colombes où des débrayages se poursuivent pour le relèvement des salaires. Non le plan Barre ne passera pas!

● SNECMA : BEULLAC FRAPPE : Encore un mauvais coup de Beullac: il vient d'autoriser un nouveau licenciement de délégué. Cette fois, il s'agit d'un militant CGT de l'usine SNECMA de Suresnes, dont le licenciement avait été décidé par la direction puis refusé par le Comité d'Entreprise. Beullac vient de rendre son arrêt: il approuve le «recours hiérarchique» intenté par la direction de la SNECMA. Aussitôt, les organisations syndicales ont appelé l'ensemble des travailleurs à un meeting de protestation. Et chaque jour, J.L. Cailloix, le délégué «licencié» continue de venir travailler dans son atelier, soutenu par ses camarades et malgré les insultes de la direction et des huissiers.

ANPE CLERMONT-FERRAND LETRE OUVERTE DES SECTIONS CGT-CFDT AU DIRECTEUR DE FR 3 AUVERGNE CONTRE LA SÉQUESTRATION DE L'INFORMATION LIBERTÉ D'EXPRESSION

Le 3 novembre fut une journée importante pour les travailleurs de la région Auvergne pour la défense de leurs droits légitimes.

A l'occasion de la venue, à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Clermont, du Directeur Général de l'ANPE, M. Métais, les représentants des entreprises en lutte (Amisol, SCPC, Coponobook, Centre Métal, Ferlux, Mauvernay, etc...) se trouvaient ce jour-là au coude à coude avec les travailleurs de l'ANPE en grève.

Compte tenu de l'importance de l'événement, la presse écrite et télévisée était sur place afin de faire un reportage sur la situation.

Après s'être informés auprès des responsables syndicaux CGT, CFDT, les

journalistes ont couvert l'événement en le télévisant et en le photographiant.

Au soir du 3 novembre, la T.V. tombe en «panne»: le hasard de la technique faisait bien les choses, le dossier social était trop chargé ce soir-là.

Le lendemain 4 novembre 1976 la technique fonctionne pour séquestrer l'information afin d'empêcher l'opinion publique d'être informée de manière honnête, loyale, complète, en un mot objective.

Nous désapprouvons de pareilles méthodes qui déshonorent ceux qui ordonnent leur mise en pratique, portant ainsi atteinte à la déontologie de la presse.

La CFDT et la CGT de l'ANPE se gardent bien de confondre les patrons de l'information avec les per-

sonnels qui travaillent dans les organismes de presse. La CFDT et la CGT expriment à cette occasion leur sympathie aux travailleurs de l'information qui doivent subir plus que tous les autres l'oppression que font régner sur leur outil de travail, les hommes du pouvoir en place.

Nous nous déclarons solidaires des travailleurs de la presse; nous dénonçons la séquestration de l'information. Nous dénonçons la complicité entre les patrons de l'information et le pouvoir politique, qui défigurent la réalité des événements à des fins de propagande.

Nous appelons l'ensemble des travailleurs à se joindre à ce mouvement de protestation dont le seul but est de libérer l'information séquestrée.

Rectificatif: Une erreur de fabrication nous a fait imprimer hier dans le titre de l'article sur la coordination des luttes: «Notre problème c'est l'emploi, par la viabilité des usines». Il fallait lire bien sûr: «... pas la viabilité des usines» comme il l'était d'ailleurs indiqué en 1^{er} page.

POLITIQUE

BATAILLE AUTOUR
DES CADRES

Deux initiatives concurrentes, lundi après-midi, concernant les cadres, à propos de la fiscalité et de la sécurité sociale : celle de la CGC et de FO d'une part, celle des cadres CGT d'autre part. La CGC, pour sa part, mettait en cause «l'inefficacité économique» et le caractère «socialement nuisible» du plan Barre. «Inefficacité économique» ? Il s'agit selon ces messieurs, de «l'inflation des coûts» : entendez, comme pour le patronat, des salaires jugés trop élevés pour les travailleurs. Pour le reste, la soi-disant «injustice fiscale» dont ils sont victimes revient à se plaindre, certes, par rapport à d'autres couches aisées non salariées, mais aussi par rapport à la classe ouvrière.

La CGT cadres, de son côté, s'en prenait à «la formidable machination pour frapper tous les éléments du pouvoir d'achat». Comme si

la situation des producteurs pouvait être assimilée à celle de ceux qui ont pour fonction de leur faire suer du profit.

L'enjeu de cette double manifestation était clair : il s'agit de savoir à qui, politiquement vont se vouer ces couches, dans les batailles pour le pouvoir qui se préparent : d'un côté, elles sont une assise jusqu'ici importante du pouvoir en place ; d'un autre, elles font l'objet d'une âpre concurrence au sein de l'union de la gauche. Le parti socialiste en compte déjà un bon nombre à sa direction, et ils sont une de ses assises électorales. Mais, encore plus depuis son XXII^e Congrès, le PCF n'est pas en reste, car il sait bien que son projet de capitalisme d'État passe par le ralliement de ceux auxquels il propose de devenir une couche de la nouvelle bourgeoisie.

Le CNPF s'oppose à
la taxe professionnelle

Les patrons sont mécontents, et ils le font savoir, de la taxe professionnelle qui remplace l'ancienne patente.

La réforme de la patente était demandée par les patrons qui se plaignaient de son caractère archaïque et complexe, inadapté aux entreprises modernes : elle était calculée d'après 1650 rubriques, ses bases de calcul remontaient à 1947, et elle variait considérablement d'une localité à une autre, de plus, elle était établie sur la base du nombre de salariés, ce qui défavorisait les entreprises ayant beaucoup d'ouvriers.

La nouvelle taxe, dite taxe professionnelle, est une modernisation de la patente : plus simple, touchant moins les petites entreprises. Elle devait se traduire par une augmentation de 25% pour les firmes grandes et moyennes de leur ancienne taxe. En fait, il semble que la nouvelle taxe ne soit pas encore au point : certains patrons connaissent des pourcentages d'augmentation supérieurs à 100%, 212,7% (deux mille cent vingt sept pour cent) pour l'un d'eux ! En conséquence de quoi, les patrons réclament une refonte du nouveau système. Pour l'immédiat, ils réclament la limitation de l'augmentation de la nouvelle taxe par rapport à l'ancienne patente, et la garantie qu'elle n'augmentera pas de plus de 6,5% en 77 par rapport à 76. On peut être sûr que les plaintes des patrons seront rapidement entendues et prises en considération au gouvernement. Quoiqu'il en soit du pourcentage d'augmentation de leurs taxes,

c'est en fin de compte sur le travail des ouvriers qu'elles sont prélevées.

La fédération autonome de la police organise aujourd'hui, à la veille du débat budgétaire du ministère de l'intérieur, une manifestation à Paris. De quoi se plaint-on du côté de ce syndicat ? D'une progression soi-disant insuffisante des crédits de police ; ainsi, pour les «autonomes», les équipements ne pourraient être modernisés, les locaux étendus, le personnel en quantité suffisante (mais suffisante pour quoi ?) recruté, la formation améliorée. En somme, plus de commissariats, de meilleurs fichiers, plus de CRS, et mieux entraînés ! Voilà ce qui va se réclamer demain dans les rues de Paris.

ET DE PRENDRE GISCARD
AU MOT SUR
SES DÉCLARATIONS
CONCERNANT
LA «SÉCURITÉ
DES FRANÇAIS»

Mais le déclenchement de ce mouvement corporatiste dans la police ne concerne pas seulement une amélioration de l'appareil de répression de la bourgeoisie. Les protestations en cours depuis maintenant plusieurs semaines ont été déclenchées par des avantages incontestables consentis par

Suite de la p. 1.

Face à cette situation de la sidérurgie, que propose le PCF ? Son plan de nationalisation (concernant essentiellement Sacilor et Usinor, qui fabriquent près des trois-quarts des fontes en aciers français) repose sur trois idées-forces comme les rapporte Fiterman :

- «La nationalisation est une question de justice», car le «travail de tous doit cesser d'alimenter les profits de quelques uns», et le «potentiel de l'industrie sidérurgique a été créé par la collectivité».

- «La nationalisation c'est l'efficacité économique», et c'est «la seule voie aujourd'hui possible pour sortir de la crise».

- Au plan national, en réalisant les «réformes de structures nécessaires».

- Au plan international, en permettant à la France «de mieux se placer dans la concurrence internationale».

- «La nationalisation c'est un moyen du progrès social et de la garantie de l'emploi» (...)

Le premier point est bien connu : il développe les idées du PCF sur l'union nécessaire de «tous» face à une poignée de monopolistes et sous la

LA «SOCIÉTÉ NATIONALE
DES ACIÉRIES DE FRANCE»
PRÉVUE PAR LE PCFNATIONALISATION,
RESTRUCTURATION,
CHOMAGE...

direction d'une nouvelle classe de cadres et de «spécialistes» et de bureaucrates.

D'après le PCF, il serait juste de nationaliser la sidérurgie qui a bénéficié des prêts bien souvent non remboursés de l'État (les sommes en jeu sont considérables, l'endettement étant actuellement légèrement supérieur au chiffre d'affaire annuel de la branche, mais les prêts de l'État ne représentent que 20% du total. (ce que Fiterman ne précise pas). L'autre raison mise en avant par le PCF est que ce sont les travailleurs qui ont produit la plus-value permettant la réalisation des investissements : juste, mais... ce qui est vrai pour la sidérurgie l'est pour l'ensemble de l'économie ! Il faut bien voir aussi que la nationalisation n'a en soi rien d'une mesure révolutionnaire : comme le rapporte le «Figaro», certains experts des cabinets ministériels demandent la nationalisation de la sidérurgie, du fait des contradictions avec les impérialismes étrangers, et de la nécessité impérieuse de restructurer massivement la profession (entre autres s'orienter vers les tôles épaisses) sans oublier le faible taux de

profit de la branche. Il faut voir aussi que la sidérurgie est déjà nationalisée en Italie et en Grande-Bretagne, le projet du PCF rejoint ici en partie la nécessité pour la bourgeoisie de «résoudre les besoins urgents du pays»

On retrouve le deuxième volet du projet révisionniste, qui est explicitement la restructuration du secteur. Le reproche que fait Fiterman au pouvoir actuel, est du même ordre que celui de Mitterrand : «la nationalisation permettrait de réaliser les réformes de structures nécessaires» car les patrons «refusent une vraie réforme de structures... Ce sont des démagogues». Or que veut dire une restructuration actuellement, si ce n'est une accentuation des licenciements et une aggravation des conditions de travail ? Le PCF le sait bien, il n'en parle jamais, et pour cause !

Que deviennent alors les points du troisième volet du projet révisionniste : «progrès social et garantie de l'emploi» ? Du vent !

Fiterman donne en exemple les nationalisations de l'EDF et de la SNCF qui ont «fait de ces deux secteurs des modèles reconnus d'utilisation rationnelle des techni-

ques les plus modernes» Une nouvelle version du «retroussez vos manches» du PCF au lendemain de la Libération, qui a permis à l'impérialisme français de nationaliser l'utilisation des moyens de transport et de la fourniture d'énergie, nécessaire au développement du capitalisme français dans son ensemble, tout en renforçant l'exploitation des travailleurs.

Pourquoi alors, ce battage actuellement autour de la nationalisation ? Alors que le patronat met en place un plan de licenciements dans la sidérurgie ? Cela n'aura pour résultat que de détourner les travailleurs de Lorraine de leurs objectifs vitaux, de leur lutte, pour garder leur emploi. Le PCF espère dévoyer cette lutte en l'orientant vers l'objectif de la nationalisation, solution qui, nous l'avons vu, ne peut constituer qu'une aggravation des conditions de travail, un accroissement des licenciements, à court terme en renforçant les moyens de l'impérialisme français bien affaibli face à ses rivaux, à long terme en permettant aux révisionnistes de poser les jalons de leur capitalisme d'État, la sidérurgie étant une pièce centrale de ce projet.

MANIFESTATION AUJOURD'HUI
DES POLICIERS AUTONOMES

La gauche et la «majorité» se disputent les flics

le pouvoir à la gendarmerie, par rapport à la police et qui touchent aussi bien à l'extension de ses fonctions qu'à l'augmentation de ses

effectifs. Aujourd'hui encore, la revendication de parité avec la gendarmerie sera au centre des manifestations.

Or, si les salaires de gendarmes vont connaître une nette amélioration, c'est du fait qu'ils se trouvent dépendre du ministère des armées, et non du ministère de l'intérieur. A ce titre, la fédération autonome met en cause une «militarisation de la police», et donne à cette opération du gouvernement une signification politique : il s'agit de développer une branche de l'appareil de répression où le droit syndical n'est pas reconnu (puisqu'on a affaire à des militaires). L'enjeu politique est réel : non pas que l'on puisse sérieusement compter sur les syndicats de police pour lutter contre leur propre corps de l'État. Mais, après que la fédération

autonome ait été entre les mains du parti socialiste, on signale aujourd'hui que ses nouveaux dirigeants auraient pour le moins certaines sympathies avec le parti révisionniste.

Ainsi, Giscard et Ponia-towski cherchent effectivement à enlever à l'union de la gauche, et particulièrement au PCF, un moyen de pénétration dans l'appareil d'État, tandis que celui-ci défend les possibilités qui lui sont actuellement ouvertes. Chacun, en avançant sa conception du développement de la police, veut marquer des points dans sa lutte pour le pouvoir. L'un et l'autre s'accordent sur le renforcement de l'appareil de répression bourgeois.

Casse - tête pour le syndicat jaune

• Au cours d'un meeting FO à la Mutualité, à la veille de sa rencontre avec Barre, Bergeron a proclamé : «la commission exécutive, le 27 septembre, a solennellement mis en garde le gouvernement contre la tentation de remise en cause de la politique contractuelle». Il a promis de «redire à monsieur

Barre son attachement aux contrats». Quand la politique de collaboration de classe sur laquelle ils avaient fondé leur action débouche sur un affrontement direct de la bourgeoisie contre les travailleurs, les syndicats jaunes ne savent plus où donner de la tête.



OTAN : deux sénateurs américains en visite

Deux sénateurs U.S. ont fourni, à leur retour d'un voyage d'étude de quinze jours en Europe, destiné à tester les forces de l'OTAN, un rapport dans lequel ils soulignent l'urgence d'une révision de la stratégie de défense des forces de l'OTAN pour faire face à l'accroissement des moyens mis en œuvre par l'Union Soviétique, en ce qui concerne les armes conventionnelles stationnées en Europe ; l'OTAN devrait, déclare le rapport, renforcer son attitude à contrer l'Union Soviétique en réorganisant la disposition à l'Est de ses forces et des stocks de munitions.

La conclusion du rapport, c'est que la stratégie de «réponse flexible» est périmée ; elle était fondée sur la

certitude de l'OTAN d'avoir —en cas d'agression— 23 jours pour mobiliser ses troupes et d'avoir devant elle un délai d'un à six mois ; mais «l'expansion significative» des forces conventionnelles de l'URSS remet tout cela en question, et ouvre la question de l'emploi immédiat des forces nucléaires.

Venant après les propos de Schnell, les rapports du groupe «Los Alamos», et les articles publiés par certains membres de l'état-major français dans la revue «Défense Nationale», cette discussion devant le sénat américain prépare la mise en place progressive d'un nouveau système de défense qui transformerait en guerre nucléaire immédiate tout conflit pouvant survenir en Europe.

Dans une conférence de presse en Géorgie, Carter a fait savoir qu'il était partisan de prolonger avec l'URSS les accords «Salt 1» sur le désarmement qui doivent expirer en octobre 77. Il est décidé par ailleurs à faire pression sur les gouvernements de la France et de la RFA pour qu'elles annulent leur projet de vente de centrales nucléaires au Pakistan et au Brésil. Il utilisera par ailleurs l'aide américaine à l'étranger pour faire infléchir la politique intérieure de certains pays. Triste rappel des ingérences US dans les affaires de l'Italie.

Aujourd'hui, 8 % de l'aide alimentaire pour la paix allouée par les USA vont au Chili de Pinochet.

Brejev en Yougoslavie

AFFRONTEMENT AVEC L'EUROPE ET LES USA

Le gouvernement yougoslave a répondu aux bonnes paroles de Brejev en lui demandant de prendre des engagements fermes et notamment en renouvelant les termes de l'accord de 1955 qui, a rappelé Tito, le chef de l'Etat yougoslave, assurait «l'indépendance, la souveraineté, le respect des différentes voies de développement internes et les particularités des positions internationales de nos deux pays», et constituait de ce fait «la meilleure garantie». Ainsi, le gouvernement yougoslave refuse que l'URSS transforme son poids de plus en plus grand dans les affaires yougoslaves en une suprématie reconnue. Et Brejev ne peut faire autrement que dire bien haut son désir de relations sur une base d'égalité, quand il recherche à transformer les «bonnes relations» entre l'URSS et la Yougoslavie en relations de domination.

LA CEE CONTRE-ATTAQUE

La visite de Brejev en Yougoslavie, la reconnaissance de la primauté économique de l'URSS dans ce pays entraînent une contre-offensive de la



Bien embrasser... pour mieux étouffer

Communauté Économique Européenne en direction de ce pays : tandis qu'ils rejettent les propositions de relations du COMECON, les pays européens ont décidé de développer considérablement leurs relations avec la Yougoslavie. Au début du mois prochain, une délégation ira en visite en Yougoslavie et le britannique Crosland déclarait : «La prospérité future de la Yougoslavie est d'une

grande importance pour l'Europe dans son ensemble. J'espère que les discussions prévues avec Belgrade déboucheront sur un accord très large et très explicite entre nous».

Dans les deux dernières années, l'Allemagne a perdu la première place dans l'économie yougoslave au profit de l'URSS ce qui donne à cette dernière de nouveaux moyens politiques d'intervention. L'Allemagne a entraîné l'Europe à faire tout ce qui était

possible pour combler ce handicap et saper la tentative de l'URSS.

L'intervention de la CEE en direction de la Yougoslavie est ainsi avant tout politique : faire face à la progression soviétique en Europe. Développée sous la direction de l'impérialisme allemand, une telle intervention permet aux États Unis de ne pas affronter directement l'URSS en un point qui devient un enjeu important pour l'Europe du Sud, tout en étant assurés que la tentative soviétique sera combattue.

Conclusion du colloque de Bagdad contre le sionisme

En définissant le sionisme comme une forme de racisme, l'assemblée générale de l'ONU a reflété «la prise de conscience croissante du monde de la véritable nature du sionisme et du danger qu'il représente pour les peuples de la région et pour la paix du monde, ont déclaré à l'issue de leurs travaux les représentants des 46 pays qui ont participé au colloque de Bagdad. Cette résolution, qui entre en contradiction avec le

partage de la Palestine, intervient à un moment où l'ONU donne une vision plus authentique de l'opinion mondiale. La persécution des juifs a joué un rôle important dans le développement du sionisme. Le colloque de Bagdad condamne sans équivoque l'anti-sémitisme et s'engage à le combattre, comme toute autre forme de racisme.

En lançant un appel à

l'immigration mondiale de tous les juifs, le sionisme se condamne à la nécessité d'une expansion territoriale et ne pouvait satisfaire le désir de sécurité des juifs persécutés. Bien plus, en les invitant à aller en Palestine, il rejoignait le désir des plus violents anti-sémites : enfermer les juifs dans un ghetto mondial.

En voulant établir un Etat exclusivement racial, les sionistes ont nié les droits des arabes de Palestine, et affirmé le caractère raciste, concrétisé par des lois visant expressément à réduire les droits humains et politiques des Palestiniens, à confisquer leurs terres, à supprimer «leur conscience de toute identité nationale». Dénonçant les liens du sionisme avec les autres, régimes racistes (Rhodésie, Afrique du Sud), et la situation conflictuelle qu'il a créé avec les Etats arabes, le colloque souligne que la lutte armée des Palestiniens a prouvé que le conflit du Moyen-Orient oppose le mouvement sioniste réactionnaire aidé par l'impérialisme US au mouvement de libération arabe palestinien

qui bénéficie de l'appui des mouvements progressistes au sein même du monde arabe comme à l'extérieur. «La détermination dont ont fait preuve les Palestiniens et les sacrifices qu'ils ont consentis pour faire triompher la cause de la libération rendent inévitable la défaite finale du sionisme et de toutes les autres formes du racisme. La victoire de la cause palestinienne ne sera pas celle des seuls Palestiniens, elle constituera un jalon important sur la voie de la délivrance de l'oppression dans le monde entier.

Le communiqué final de la réunion de Bagdad conclut : «Le sionisme est un obstacle à la paix au Moyen-Orient. La lutte des Palestiniens doit lui substituer une société palestinienne et progressiste où tout le monde bénéficierait de droits égaux, sans distinction de religion, de couleur ni d'origine ethnique ; nous appelons en particulier les juifs anti-sionistes à participer à notre lutte, contre le sionisme et souhaitons de la part des citoyens des pays occidentaux une meilleure compréhension de la lutte que nous menons».

MADAGASCAR EXIGE LA RESTITUTION DE MAYOTTE AUX COMORES

Les Comores et Madagascar ont publié, vendredi, un communiqué commun, dans lequel elles déclarent «s'opposer de toutes leurs forces au colonialisme et à l'impérialisme sous toutes leurs formes, et notamment celles qu'ils prennent en Afrique Australe». Madagascar et les Comores soutiennent totalement la lutte des peuples du Zimbabwe. La république démocratique de Madagascar soutient par ailleurs fermement l'intégrité territoriale des Comores et demande à nouveau avec insistance à la France de se retirer immédiatement de l'île comorienne de Mayotte.

● SAHARA : Un communiqué du Front Polisario a annoncé que les combattants de l'Armée de Libération Populaire Sahraouie ont harcelé les troupes marocaines à Jajria, ville sahraouie occupée. Les pertes des forces marocaines

s'élèvent à neuf morts et plus de dix blessés. Ils ont aussi attaqué M'sied, détruisant partiellement les locaux du poste et faisant douze morts parmi les occupants.

● ESPAGNE : Suarez, chef du gouvernement espagnol, se rendra prochainement au Portugal, pour rencontrer Soarez, chef du gouvernement portugais.

● ARGENTINE : La police argentine a assassiné cinq personnes, lundi, au cours d'un affrontement qui s'est produit à La Plata, au sud de Buenos-Aires.

● GIBRALTAR : Les anglais et les espagnols discutent en ce moment sur l'avenir de Gibraltar. Mais rien ne semble devoir se résoudre prochainement pour la population du rocher, toujours sous la coupe des Britanniques, et toujours assiégé par l'Espagne qui le revendique et n'a pas encore levé le «blocus imposé par Franco».

Nouveau séisme en Chine

Une secousse d'amplitude 7 à 7,5 (échelle Richter), a ébranlé pendant trente secondes lundi soir, la région comprise entre Tangchan et Tien-tsin. Les effets du tremblement se sont faits ressentir jusqu'à Pékin. Les bâtiments ont été ébranlés et la population a dormi dans la rue, pour prévenir de nouvelles secousses. Mais tout s'est passé dans le calme : mobilisés, les habitants savaient parfaitement ce qu'ils avaient à faire, et les mesures de sécurité ont pu être mises en place rapidement.

INTERNATIONAL

Nouvelles des pays de l'Est

LA RDA EN DIFFICULTÉ

L'augmentation du prix des matières premières met la RDA dans une situation assez inquiétante. Leurs prix ont connu des hausses importantes : certaines marchandises ont augmenté de 130 %. Le taux d'accroissement des principaux indices économiques est-allemands est en recul. La production nationale nette passe de 6,3 % en 74, à 5 % en 75 ; la production industrielle de 7,4 % à 6,4 % ; la production de céréales qui était de neuf mille sept cent quatre vingt neuf millions de tonnes en 74 est tombée à huit mille deux cents millions de tonnes en 75. Le plan quinquennal 71-75 prévoyait, pour le blé, un rendement de 44 quintaux par hectare au lieu de 35,5 réalisés. L'évolution des investissements qui était de 4,2 % en 74 est maintenant de 4 % en 75. Le 4 novembre, la revue ouest-allemande «Vorwärts» note que l'évolution des prix des matières premières importées demande de nouvelles recettes mettant en danger les investissements : ce qui augmente la dette extérieure (-2,4 milliards de dollars en devises convertibles au 31.12.74). L'augmentation des exportations nécessaires pour réduire l'endettement, amènera sans aucune doute une diminution du marché intérieur.

Autre signe : le premier décembre 75, M. Honecker a remis le titre de «Héros de la RDA» à M. Mielke, ministre de la sécurité d'Etat et à M. Dieckel, ministre de l'intérieur et chef de la police, alors que quelques jours avant «Amnesty International» affirmait qu'il y avait en RDA six mille prisonniers politiques emprisonnés pour «hostilité envers l'Etat».

Les gouvernements est-allemand et américain viennent de conclure un accord prévoyant que les Etats Unis fourniront de 1,5 à 2 millions de tonnes de céréales par an à l'Allemagne de l'Est, selon un communiqué du département américain de l'agriculture.

● LES VOPOS TIRENT

Des Vopos ont tiré trois coups de feu, le lundi huit novembre, pour arrêter un homme qui tentait de franchir le mur. Il a aussitôt été emmené par les gardes. Le nombre de demandes de départ pour la RFA est estimé à plus de cent mille.

● TOURISME EN HONGRIE

En se basant sur les chiffres des neuf premiers mois de l'année, les autorités hongroises estiment que le nombre de touristes étrangers ayant visité la Hongrie sera de dix millions pour 76. Ce chiffre est important si l'on tient compte du nombre d'habitants : moins de onze millions et il s'expliquerait, outre la qualité des équipements touristiques, par «l'ambiance libérale et détendue» qui régnerait dans le pays (d'après «Economia»). L'ambiance libérale est tellement «détendue» que les Hongrois détiennent le record du monde de consommation d'alcool par habitant, soit plus de dix litres par an. Malgré ce triste record, la production vinicole n'est pas épuisée puisqu'elle représente la troisième source des exportations après le blé et le maïs. Les fermes ne sont pas toutes nationalisées si bien que la production privée est une composante importante de la production vinicole. Les petits vigneronniers représentent 52 % de la surface productrice. Les journaux hongrois ont rapporté l'été dernier, qu'en quelques semaines cinquante petits producteurs ont voulu vendre leur vigne, mais qu'ils n'ont pas trouvé d'acheteurs malgré des prix très bas. Le manque de main d'œuvre, l'exode rural, le mauvais traitement des vignes : tout cela fait que la production baisse. En fait la Hongrie suit le processus normal d'une société capitaliste : la concentration du capital. On se demande comment la Hongrie va pouvoir régler son besoin très important de matières premières, sinon en s'endettant un peu plus (deux milliards de dollars en devises convertibles au 31.12.74).

● VISAS REFUSÉS

L'URSS et les gouvernements des pays de l'Est ont refusé des visas d'entrée à des membres de la commission américaine sur «la sécurité et la coopération en Europe» qui se propose de dresser un bilan de l'application des accords d'Helsinki. Cette commission a été créée à Washington à la suite du malaise créé aux Etats Unis par la signature en juillet 75 de l'acte final d'Helsinki qui était interprété par ses adversaires comme l'aval donné par les puissances occidentales à la politique en Europe centrale et orientale.

● L'ENFANT OTAGE

Le gouvernement canadien renouvelle sa demande aux autorités tchécoslovaques de permettre à Renata Snidr, âgée de dix ans, de rejoindre ses parents au Canada. Les parents de Renata ont fui la Tchécoslovaquie en 1968, à la suite de l'invasion soviétique. Depuis huit ans Renata est élevée par sa grand-mère à Kromeriz. La dernière tentative du gouvernement canadien de réunir la famille Snidr remonte au printemps dernier : aucune réponse tchécoslovaque n'était parvenue au gouvernement canadien.

Jan ROLDE

LIBAN :

LES «FORCES DE PAIX» SYRIENNES REINSTALLENT LES ORGANISATIONS DEVOUÉES A DAMAS

A BEYROUTH :

Les «forces de paix» arabes ont pris possession de la ville ; elles sont composées essentiellement de Syriens, les autres contingents arabes se réduisant à quelques poignées d'envoyés des Emirats arabes et aux 2 300 Séoudiens, Libyens et Soudanais qui étaient arrivés au mois de juin et étaient restés bloqués à l'aéroport international. La Résistance Palestinienne et le mouvement progressiste libanais avaient pris la décision de faire circuler des patrouilles mixtes chargées de lever les ouvrages militaires et d'interdire le port d'armes dans les régions sous leur contrôle. Les bulldozers syriens ont balayé les barricades, suivis de leurs blindés et de troupes d'infanterie. Des fusillades ont éclaté, un soldat syrien a été tué. Les Syriens ont occupé les accès menant aux bâtiments de la radio et de la télévision, à la banque centrale, et les points névralgiques des affrontements : le musée national, la place proche du parlement, et le marché central.

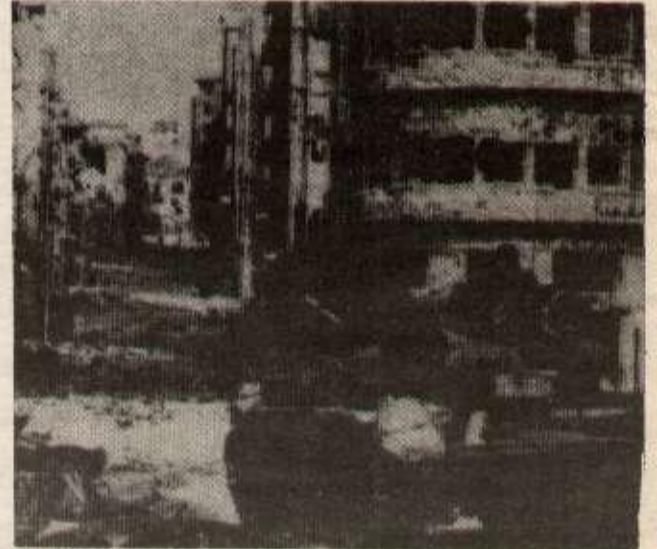
Les casques verts doivent par la suite occuper la montagne du Chouf (au

Sud-Est de Beyrouth), jusqu'à Damour, sur la côte.

Mais beaucoup de questions restent posées sur les intentions syriennes. La Saïka, organisation palestinienne encadrée et dirigée par le régime syrien, avait été chassée par l'OLP en juin dernier. Elle est revenue en force dans Beyrouth, elle a récupéré les bureaux qu'elle occupait auparavant dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila, dans la périphérie sud de Beyrouth. Environ 700 membres de la Saïka venus de la région de Chtaura ont renforcés les 200 qui avaient été acheminés directement vers Beyrouth, d'autres devaient partir pour Saïda, au Liban Sud.

COMBATS A LA FRONTIÈRE ISRAËLIENNE

L'agence Wafa (OLP) fait état d'une recrudescence des tirs d'artillerie dans la région de Bint Jbeil, près de la frontière israélienne. Depuis des semaines, Israël bombarde Bint Jbeil, elle a même tenté d'y faire parvenir des chars, mais ceux-ci ont été repoussés par les combattants palestiniens. Aujourd'hui,



d'hui, Israël bombarde les positions palestiniennes et progressistes et pactise avec les fascistes pour écraser la Résistance et s'étendre au Sud-Liban.

● Répression en Palestine occupée :

L'armée sioniste a arrêté trente-sept personnes en Cisjordanie pour appartenance au Fath.

En bref... En bref...

● BANGLADESH :

Le Bangladesh a réaffirmé son droit d'avoir «une part juste des eaux du Gange». En effet, les conséquences du détournement par l'Inde, des eaux du fleuve au niveau du barrage de Farraka, l'an dernier, affecte gravement le pays. «Nous ferons tous les efforts possibles pour résoudre ce problème sérieux», a déclaré vendredi le chef d'état-major de la marine, qui a ajouté qu'il espérait que l'Inde ferait «preuve de bonne volonté et de sincérité en faveur d'une solution équitable du problème». Le Bangladesh devait, lundi, réitérer sa position devant le comité politique de l'ONU.

● CHYPRE :

L'ONU a adopté vendredi une résolution dans laquelle elle réaffirme son «soutien total à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et au non alignement de la République de Chypre» et appelle une fois de plus à mettre fin à toute intervention étrangère dans ses affaires.

● AUSTRALIE :

Le ministre des affaires étrangères d'Australie a indiqué au cours d'une réunion que l'expansion militaire de l'Union Soviétique dans l'Océan Indien a accentué la rivalité des deux super-puissances. Il a souligné que la compétition des deux super-puissances pour le renforcement de leur pré-

sence militaire dans la région agit contre l'intérêt des peuples, et que l'Australie soutient le concept d'une zone de paix dans cette région.

● GRÈCE :

Le gouvernement de Caramanlis a menacé les étudiants d'Athènes de les faire charger par la police s'ils perséveraient dans leur intention d'organiser une marche sur l'ambassade des USA dans le cadre de leurs trois journées d'action à l'occasion de l'anniversaire d'une attaque sanglante perpétrée contre eux par la junte des colonels, qui fit 34 morts et plus de mille blessés.

● ACCORDS USA-ALLEMAGNE DE L'EST :

Les bateaux de la RDA pourront désormais faire escale dans certains ports des États Unis. Cette décision fait suite à la conclusion d'un accord au terme duquel la RDA importera des quantités de grains US allant de un million et demi à deux millions de tonnes par an jusqu'en 1980. Voilà qui ne fera pas plaisir à l'URSS.

● TURQUIE :

Le gouvernement a ordonné la fermeture illimitée de l'université d'Istanbul, une des plus importantes de Turquie en réponse à des manifestations étudiantes.

● CHYPRE :

Les USA viennent de rappeler leur ambassadeur à Chypre pour «consultations urgentes».

NOUVELLE AGRESSION RACISTE CONTRE LE MOZAMBIQUE

Les troupes racistes de l'armée rhodésienne ont pénétré jeudi dernier au Mozambique pour tenter de saboter la voie ferrée proche de la frontière qui sépare le territoire mozambicain du Zimbabwe. Mais les racistes ont été interceptés, alors qu'ils possédaient des mines et se préparaient à attaquer un train venant de Maputo, par l'armée et les milices populaires du Mozambique, qui les ont repoussés, faisant parmi eux plusieurs morts et blessés et s'emparant d'un important matériel de guerre.

A Genève, Richard a présenté une résolution de compromis selon lequel la date de l'indépendance pourrait être avancée au 1^{er} décembre 77, s'il s'avérait possible de réaliser la procédure institutionnelle nécessaire en 12 mois.

Nouveau veto des USA pour l'entrée du Vietnam à l'ONU

Une fois de plus, l'impérialisme US s'est opposé à l'admission du Vietnam à l'ONU, prétextant que la République populaire n'avait pas fourni de renseignements sur les huit cents Américains disparus dans la guerre d'agression perpétrée par l'Amérique ! Tous les autres membres du Conseil de Sécurité de l'ONU se sont déclarés en faveur de l'admission. Les Etats Unis sont ainsi isolés. Ils tentent à tout prix de faire oublier leur plus éclatante défaite.

ONU : Condamnation de l'invasion indonésienne de Timor

Au débat de l'assemblée générale de l'ONU sur la décolonisation, les représentants de nombreux pays du Tiers Monde ont condamné l'agression indonésienne du Timor oriental. Ils ont affirmé leur soutien à la lutte du peuple timorais. Le ministre d'Etat chargé des affaires politiques de la République démocratique du Timor oriental a affirmé que «le peuple est-timorais, dirigé par le Frétilin et comptant sur ses propres ressources et sa propre force, continue de résister avec succès à la tentative impérialiste indonésienne visant à annexer sa patrie». Il a ajouté : «La résistance se poursuit, c'est le cours de l'histoire irrésistible».

NE PAS ATTENDRE 78

LENDEMAINS D'ÉLECTIONS PARTIELLES...

Le 22 novembre : nouvelle convention Etat-patrons de la sidérurgie

Des menaces : 20.000 licenciements



Les sidérurgistes disent «non» au plan d'austérité.

Des milliards supplémentaires pour les magnats de l'acier

Durand-Rival, patron de Sacilor-Sollac, annonçait 10 000 licenciements. Selon les dossiers officiels, c'est près de 20 000 licenciements prévus d'ici 3ans.



En Lorraine, c'est tout le secteur de Longwy et de Villerupt qui risque de mourir.

Lundi au Parlement ces messieurs causent du budget du «travail» !



Les sidérurgistes et leur famille s'opposent aux licenciements et au chantage contre les salaires et les conditions de travail

à Usinor Dunkerque.

Dans le poids lourd : chômage technique, menaces de licenciements...

A Saviem les travailleurs l'ont déjà montré dans le passé ils ne payeront pas le prix des restructurations.

Renault, entreprise nationalisée veut rendre le groupe Saviem Berliet «plus compétitif».



Chaîne de montage

DANS NOTRE COURRIER

FRONT ROUGE VIENT DE PARAÎTRE

Passez vos commandes à Front Rouge
B.P. 68 75019 Paris

SOMMAIRE

- EDITORIAL..... p. 3
- Unité : faisons le point..... p. 5
- Réunion nationale des cellules d'entreprises..... p. 7
- Coordination des luttes..... p. 15
- Le PS et le plan Barre..... p. 17
- Enquête dans les Côtes du Nord..... p. 20
- Quotidien du Peuple : premier anniversaire..... p. 25
- Entretiens de Bichat 76..... p. 29
- NOTES DE LECTURE :
- «Salaires aux pièces»..... p. 32
- «Démocratie française»..... p. 33
- Restructuration de la presse..... p. 36
- Europe du Nord : la social-démocratie en déclin..... p. 40
- Parti du Travail d'Albanie..... p. 43
- Corée du Nord : sur la voie du socialisme..... p. 45



Marseille : Soirée «Bal Folk» Association pour une Libre Expression Populaire

L'Association pour une Libre Expression Populaire (ALEP) organise une soirée «Bal Folk» pour soutenir la CRIEE (plus de 15 000 F sont nécessaires pour reparaître mensuellement) le vendredi 19 novembre de 19 H à 24 H à la Fac St Charles, salle de conférence.

Au programme : «La Bolegueta», groupe provençal, les «Choux Farcis», «Lo Na Crayou Folk's Band», folk creusois entre autres et peut-être des surprises. Bouffe, boissons et stands de livres, bandes dessinées et disques.

LA CRIEE, 39 ALLÉE LÉON GAMBETTA 13001 MARSEILLE

Le N°5 de la revue Place vient de paraître

Ce numéro est centré sur les «usagers» de l'espace. La revue examine le rapport Delmon, rapport officiel sur les usagers, et les positions des différentes forces politiques sur ce rapport et les municipales. Deux types d'associations : les GAM et leurs programmes d'autogestion municipale, et l'APU de Roubaix, sont passés au crible de l'analyse.

On trouve ensuite plusieurs études sur les luttes urbaines à l'étranger : Athènes, Milan, Vienne.

Le rapport de la commission technique animée par les camarades de Place sur les Foyers SONACOTRA, dossier accablant pour la SONACOTRA car il en dévoile l'escroquerie : il ne répond pas aux normes minimales du logement social et il est plus cher que le logement social moyen.

Enfin, deux articles sur l'histoire populaire de l'espace.

PLACE
1 rue des Fossés Saint Jacques
75005 PARIS

Appelez au Quotidien
203 63 61
de 14 h à 18 h.

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chever
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELLS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● Sur présentation de la carte

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

► de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes.
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
- Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
- «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brost.
- Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
- «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal..... 300 F
- Abonnement de soutien..... 500 F
- Abonnement de soutien..... F

Mode de Versement :

- En une fois.....
- En trois fois.....

NOM (en capitales).....

Prénom.....

Adresse.....

Ville.....

● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

feuilleton

325 000
FRANCSde
Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

48^e épisode

Elle rit. Un rire plaisant, parce qu'elle a de jolies dents. Mais pas un de ces rires éclatants, explosion de vie, qui me donnent envie de vivre encore mille ans.

Je lui dis n'importe quoi sur l'amour, et continuai de l'examiner.

Elle a les cuisses longues, mais pas de cette longueur à chaque pas émouvante comme le premier tour de bielle d'une locomotive de grand parcours. Il y a des cuisses qui se meuvent dans le creux de la poitrine des hommes. Il y a des cuisses dont la marche est majestueuse et angoissante comme le premier jour d'une guerre. Marie-Jeanne, grande, mince, a d'heureuses proportions, rien de plus.

Toutefois le contraste entre la popeline légèrement empesée du chemisier et la batiste délicate des dessous qui apparaissent dans l'échancrure, attira mon attention. Une batiste blanche, ni molle, ni cassante, du vrai linge, comme en portaient les jeunes filles des pensionnats, ourlé d'un point très serré et brodé de jours en couronne.

Marie-Jeanne se tenait légèrement penchée sur son ouvrage. Le souffle faisait gonfler le sein et la batiste découvrait à chaque pulsation une peau blanche, très fine, imperceptiblement veinée de mauve. Une intimité bouleversante comme une naissance ou comme une mort. Mon œil remonta vers les épaules, qui sont marquées d'un léger creux; je pensai : « Comme elle a l'épaule délicat ! »

Je commençais de comprendre pourquoi les poursuivants rôdent autour de sa demeure. Les hommes d'âge mûr et les vieillards sont fascinés par les jeunes femmes pleines de retenue, les corps fragiles sous les vêtements stricts, les peaux très blanches, dans les linges sans taches qu'exigent la chirurgie et l'amour, les épaules délicates, la saignée du coude et la saignée du genou quand la pondération du geste les dérobera perpétuellement à la vue.

Mais les jeunes gens et les hommes pour qui l'amour n'est pas l'objet d'un souci constant réagissent plus communément aux corps hâlés par le soleil ou dorés par les lumières des établissements de nuit.

Par suite de quelles circonstances Busard était-il devenu sensible au charme difficile de Marie-Jeanne?

Busard, pensai-je, aime le luxe. Comme tous les garçons, il désire une voiture, mais il n'a jamais rêvé d'une quatre chevaux, il veut une Cadillac. Il avait juré d'être champion; il a le goût des exploits. Il a choisi Marie-Jeanne, parce que de toutes les femmes qu'il connaît, elle est la plus précieuse; ensuite le mécanisme de la passion a joué; elle lui a donné de l'espoir, elle a dit non, elle a dit oui, elle s'est reprise; le voilà enchaîné. J'imaginai que le désir tenait peu de place dans sa prédilection; les héros ne sont pas nécessairement des voluptueux.

« Les jeux sont faits, dis-je à Marie-Jeanne. L'amour des autres lie bien davantage que le sien propre. Bon gré, mal gré, vous serez la femme de Busard.

— Vous le pensez?

— Il n'est plus seul, dis-je. Toute la ville se mêle de vous rappeler vos serments.

— Je n'ai jamais fait de serments!

— Les serments qu'on vous prête... Toute la ville vous aime d'avoir provoqué Bernard à travailler pour vous cent quatre-vingt-sept jours et cent quatre-vingt-sept nuits consécutives. »

Elle serra son ouvrage contre elle. Elle se recula contre le haut dossier de sa chaise de travail.

(à suivre)

Le dernier numéro de

LE PEUPLE FRANÇAIS

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

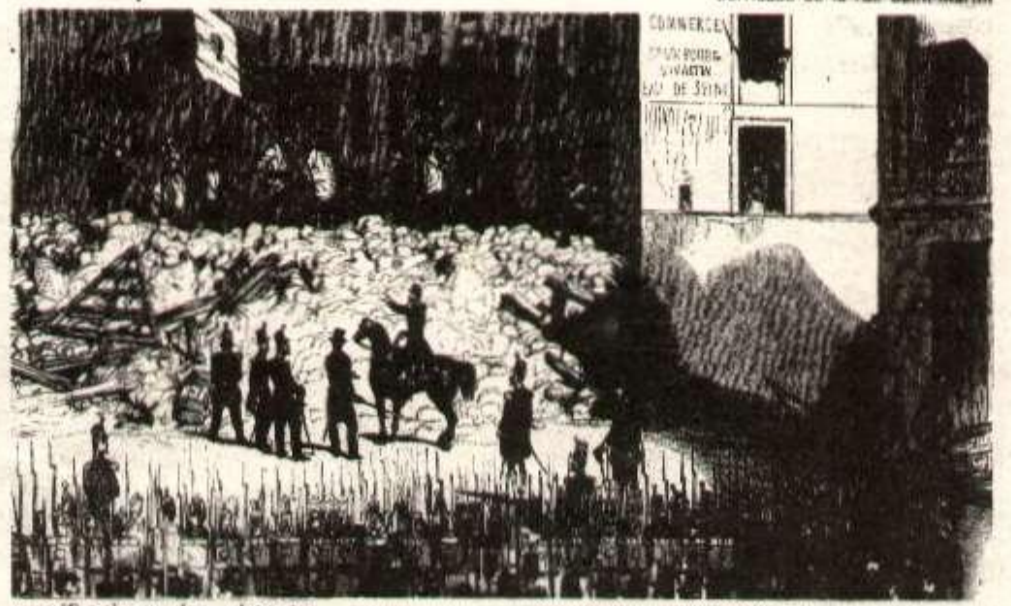
Dans l'éditorial de ce numéro 24, les camarades du «peuple français», ont raison de préciser de nouveau, après six années d'efforts, les objectifs de leur revue. «Nous écrivons pour le peuple... Vulgariser, c'est donner les miettes du festin et cela, nous le refusons. Nous, nous ne vulgarisons pas l'histoire nous la popularisons». Cette démarche implique recherche de documents originaux, vérification des faits, participation active des lecteurs eux-mêmes et bien entendu, clarté, communicabilité d'un savoir qui, morceau par morceau, parviendra à restituer à l'histoire son vrai visage, celui des masses produisant et luttant.

L'article sur les journées de 1848 à Rouen illustre bien cette volonté : en effet, nous voyons que dès la proclamation de la République en février, les travailleurs de Rouen et de sa région, ouvriers, ouvrières du textile, sont en alerte se rassemblent dans les rues, sur les places pour surveiller la nouvelle gestion républicaine et pour exiger des conditions de travail meilleures. Et aussi pour dresser des barricades lorsqu'ils s'aperçoivent que la nouvelle équipe en place les a dupés.

Contre ce peuple aux mains nues, la toute nouvelle république utilisera les anciennes forces armées royalistes, noyant dans le sang la juste révolte de la population rouennaise.

L'article bien documenté, précis, retrace en un style alerte les moments importants de cette «Saint Barthélémy rouge».

Quant à l'article sur «la guerre du Rif», il permet de rétablir la vérité sur la



Barricade de la rue Saint-Martin

«pacification» des «Lyaute-ry» et autres «bienfaiteurs» des peuples d'Afrique. On y voit l'ampleur du soulèvement des Rifains, ainsi que la mise en place de toute une tactique de guérilla très efficace. Si efficace qu'il fallut la mobilisation de forces énormes du côté français comme du côté espagnol, ainsi que l'élaboration d'un plan de campagne franco-espagnol (où nous retrouvons, associés, pour cette sorte de génocide Franco et Pétain) afin que, pris en tenaille, les Rifains avec à leur tête Abd El Krim soient contraints de se défendre. D'ailleurs, des actions locales de guérilla se poursuivront encore des années.

Cherchons dans nos manuels scolaires, et nous verrons comment l'on présente cette page d'histoire aux écoliers, ce qui nous renforcera dans une volonté de vigilance et de réappropriation du domaine culturel par les travailleurs.

Paule SACONNET

Le Quotidien fera paraître
prochainement
une enquête
sur la télévision

- Pourquoi l'éclatement de l'ancien ORTF. Un an après, comment fonctionne la télé Giscardienne.
- Comment les révisionnistes et les partis de gauche envisagent-ils le problème après 78 ? Quelle est leur pratique à l'intérieur de la télévision et dans les luttes qui se mènent même en son sein ?
- Les travailleurs et la télévision. Comment leurs luttes sont-elles rendues par les journaux télévisés ? Quelles émissions regardent-ils ?

Dans cette optique, nous invitons les lecteurs (travailleurs de la télé, ayant travaillé, ou simples téléspectateurs) à nous envoyer, au plus vite, leur contribution, témoignages, documents sur ce sujet.

Programme télé

MERCREDI 17 NOVEMBRE

TF1

- 18 h 35 - Pour les jeunes
- 19 h 00 - Anne, jour après jour. Feuilleton
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Eh bien, raconte
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - Tous les jours de la vie
- 20 h 30 - Tous les jours de la vie. Film télé qui retrace le drame d'une infirmière atteinte du cancer. Thème de l'émission : la lutte contre le cancer est une affaire individuelle...
- 22 h 00 - L'opinion publique
- 23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2

- 18 h 35 - Le palmarès des enfants
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - La caméra invisible
- 20 h 00 - JOURNAL

- 20 h 30 - Kojak. Série américaine
- 21 h 25 - C'est-à-dire. Magazine d'actualité avec aujourd'hui Yves Guéna (secrétaire général de l'UDR) et moshe Dayan.
- 22 h 55 - JOURNAL
- 23 h 05 - Pour adultes. Aujourd'hui : Amnesty International qui s'est donné pour tâche de dénoncer la torture dans les pays du monde
- 23 h 35 - FIN

FR 3

- 18 h 45 - Pour la jeunesse
- 19 h 05 - Magazines régionaux
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre. Aujourd'hui, l'UNEF
- 19 h 55 - JOURNAL
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Au bout du compte. Film TV de Gérard Chouchan. Le chômage des cadres, vu par un réalisateur du PCF.
- 22 h 20 - JOURNAL et fin

L'île de Sein, un mois après le naufrage du Bohlen

leur colere ne vient pas de la mer

Reportage d'Eric BRÉHAT



Il y a maintenant plus d'un mois, au cours d'une très forte tempête au large du Finistère, le Bohlen, «petit» pétrolier Est-allemand coulait par 107 mètres de fond, à une vingtaine de miles de l'île de Sein. Vingt trois marins de ce bâtiment sont aujourd'hui considérés comme à jamais disparus, que leur corps ait été retrouvé, ou que la mer l'ait gardé. Et depuis lors, depuis le vendredi 15 octobre, les 9800 tonnes de pétrole retenues dans les soutes du pétrolier s'épandent en mer, formant de longues plaques de mazout dérivant entre deux eaux, difficilement repérables, et venant couvrir les rochers et les grèves bretonnes. De ces deux faits, la mort de marins et la pollution des côtes, on en parle encore beaucoup à l'île de Sein. La plaie ouverte ce vendredi d'octobre où les Seinans ont eu la surprise d'apprendre par la télévision qu'un navire était en perdition au large de leurs côtes, sans qu'ils aient été prévenus, n'est pas refermée.

Aussi, lorsqu'on débarque de l'Enez Sun, dans le port bien abrité des vents d'Ouest et de noroît, il y a bien vite un vieux, en bleu complètement délavé, ou une Seinane en coiffe noire pour vous dire d'un air lassé : «vous venez renifler le mazout, vous aussi ?»

Sept cent habitants l'é- pêcheurs, petits pê-
té, trois cent l'hivert. La cheurs : caseyeurs (crus-
plupart des hommes sont tacés), palangriers (filet)



Au cours de la même tempête qui a causé le naufrage du Bohlen, un cargo Quest-Allemand, dont la cargaison était mal arrimée a dû larguer en catastrophe d'énormes billes de bois (chêne d'Afrique et pin du Nord). Chacune d'elle pèse plusieurs tonnes. Dans la mesure où elles flottent entre deux eaux, elles représentent un danger permanent pour la navigation. Un pêcheur d'Audierne a d'ailleurs du rallier en catastrophe Sein, avec une voie d'eau due à un de ces troncs. Réflexion d'un responsable de l'administration maritime : «les pêcheurs ne sont pas bien malins, ils n'ont qu'à les ramener !». Remorquer quinze tonnes avec un bateau de quelques tonnes, pour une prime incertaine, c'est ce qu'on propose aux pêcheurs. //

se reconvertissant en co- quilliers l'hiver, lors de la saison de la coquille dans la baie de St Brieuc. L'hiver, ce sont surtout les vieux que l'on remarque : pêcheurs retraités, et pensionnés de guerre. Durant toute l'occupation nazie, les Seinans se sont battus pour une France libérée, utilisant au mieux leur situation ilienne et leur connaissance de la mer.

Aujourd'hui, pourtant, l'île de Sein n'est plus ce qu'elle a été :

«J'ai connu ce port au temps de la marine à voile. A cette époque, il y avait plus de bateaux et plus souvent, car on ne pouvait pas sortir par tous les temps. Puis, dès

avant-guerre, le moteur a changé notre situation : il y a ceux qui ont pu acheter un bateau à moteur, qui sont sortis par tous les temps, qui étaient bien plus vite sur les lieux de pêche. Les autres ne pouvaient pas tenir la concurrence, ils sont devenus matelots. Après la guerre, la situation était quand même bonne pour tout le monde : la chaussée de Sein était tellement poissonneuse. On ne peut pas imaginer ça aujourd'hui. Il n'y avait pas que des poissons : il y avait aussi de la langouste tant qu'on en voulait. Maintenant, c'est fini : plus de langoustes et peu de poissons. Les jeunes ne veulent pas rester. Les patrons pêcheurs vont pêcher beaucoup plus loin, et l'hiver, ils vont à St Quai Portrieuc ou à Binic, en Baie de St Brieuc, pour la coquille. Aujourd'hui, le dernier bateau part pour St Brieuc», explique un pêcheur à la retraite.

C'est cela, l'île de Sein : une vie déterminée par la mer, réglée par une marée, qui lors des vives eaux, ne laisse que la place des solides maisons de granit. Les Seinans se sont adaptés à la mer. Ils ont fait de cette menace permanente leur raison de vivre. Les raisons de leur colère actuelle ne viennent pas de la mer.

* Les mareyeurs font partie de la série d'intermédiaires entre le pêcheur et le consommateur. Ils achètent la production des pêcheurs, et ainsi fixent les cours. L'augmentation des cours à la livraison se répercutant plus fortement au détail, ils ont intérêt aux «records» meur-

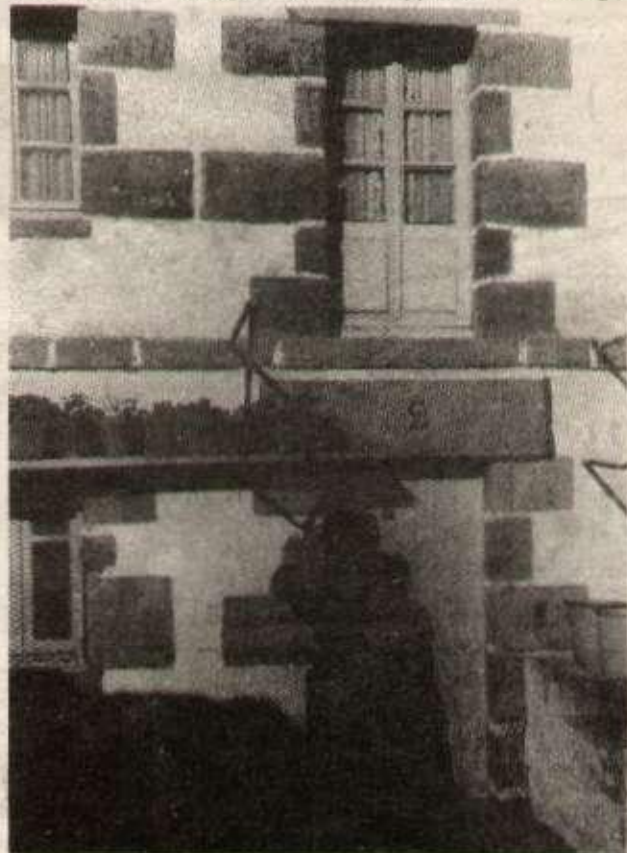
Demain :

- «Pourquoi ne nous ont-ils pas prévenus ?»
- Qu'est-il arrivé au Bohlen ?

Chez Thérèse

C'est l'un des nombreux cafés de l'île de Sein. Le marin pêcheur breton, lorsqu'il est à terre vit beaucoup au café, il y retrouve ses camarades du même équipage, ou d'autres équipages. Les discussions y sont franches et pesées, en breton, évidemment. Thérèse, la patronne a aussi son franc parler. Lorsque la

choix à faire : rester en mer et poursuivre la pêche, malgré le mauvais temps. Dans ce cas, comme dans l'ensemble la pêche sera très faible, les cours seront hauts et les parts seront bonnes. Ou se mettre à l'abri. Alors, il n'y aura de part pour personne. Le patron pense à son gaz-oil, à la location des appareils de naviga-



discussion en vient au naufrage du Bohlen, et à la tempête, nous reparlons de la pêche. Le journaliste d'un quotidien local est là. «Vous voyez, Mr. P, ce qui m'a révolté dans le journal, ce sont les records de pêche que vous annoncez régulièrement, surtout quand ce sont des records de tempête. On n'a pas le droit de parler comme ça. Le «record», il n'y a que le pêcheur pour pouvoir en parler. Car lui sait le prix que ça coûte», dit-elle. Mr P. est d'accord : «Je n'irais jamais tenir ce langage là. Ce sont les mareyeurs qui font passer ces records, comme ils disent dans le journal» (*). En attendant, ces records sont toujours complaisamment enregistrés. Chaque tempête est l'occasion de nouveaux sommets pour les cours de poisson frais. Car le patron pêcheur, ainsi que son équipage, lorsqu'une tempête est annoncée connaît le

tion... Le système de paye à la part lui assure l'accord de l'équipage, lorsqu'il fait le choix de rester en mer malgré la tempête. Si l'on en discute avec un pêcheur, la réponse vient avec une pointe de colère : «On ne peut pas faire autrement, pour s'en sortir, il faut savoir prendre ses responsabilités, lorsqu'on travaille en mer. Sur le bateau, on est comme un bloc. Si une décision est prise, tout le monde s'y plie». Thérèse le sait bien, et lorsque je lui parle des mineurs, tués par la course à la rentabilité capitaliste imposée par la direction des Houillères, soumis au salaire au rendement, elle fait le parallèle facilement. Le marin, lui, est soumis à un marché dont on sait bien qui le contrôle, du mareyeur à la grosse entreprise agro-alimentaire.

Thérèse était femme de marin-pêcheur. Son mari est mort en mer.